

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 84.
N° 19.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 16
NO TETEPA 1935.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Établissements français de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.	61 fr.	37 fr.	20 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.	1 50
Annonces commerciales et avis divers :	4 fr.
Les mêmes renouvelées.	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.	1 40

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1935		Pages
	ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
29 mai.	Décret portant publication et mise en application provisoire du traité de commerce et de navigation du 28 mai 1935 entre la République Française et le Royaume des Pays-Bas (arrêté de promulgation n° 720 c., du 2 septembre 1935).	358
16 juillet.	Décret fixant l'utilisation des économies réalisées sur les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	365
25 juillet.	Décret portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	366
25 juillet.	Décret portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	367
25 juillet.	Décret instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie pays de protectorat et territoires sous mandat (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	367
27 juillet.	Décret instituant dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat d'une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80 000 frs. (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	368
4 ^{er} août.	Décret complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80 000 frs. (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	372
4 ^{er} août.	Décret portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies des mesures de défense du franc (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	372
8 août.	Décret accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 % (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	373
8 août.	Décret appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes, suivi du décret du 16 juillet 1935 (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	374
8 août.	Décret portant réduction de 10 % des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	375

8 août.	Décret fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	376
8 août.	Décret déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du Ministère des colonies (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	376
8 août.	Décret portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10 % sur les dépenses publiques (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	377
8 août.	Décret complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques (arrêté de promulgation n° 749 c., du 13 septembre 1935).	378
Extrait.	Magistrature coloniale.	378
Conseil d'Etat.	Décision du 5 janvier 1935.	378
Circulaire ministérielle.	Direction des Pensions.	378

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

31 août.	Arrêté n° 718 a. g. f., accordant une avance sur pension à M. Viénot (Edmond), Commis auxiliaire principal de 1 ^{re} classe du Service local en expectative de retraite.	379
31 août.	Décision n° 719 a. g. f., chargeant une commission de constater l'état de la goélette du Service local dénommée "Frégate" après son échouement sur les récifs de Teliaroa.	379
3 septembre.	Décision n° 724 a. g. f., désignant les Membres du Conseil Privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du Compte définitif de l'Administration pour l'exercice 1934.	379
5 septembre.	Arrêté n° 735 a. g. f., autorisant la formation d'une association agricole à Uluoroa.	380
5 septembre.	Arrêté n° 736 a. g. f., accordant remise partielle de debt à M. Le Guon, Commis principal des P. T. T.	380
13 septembre.	Décision n° 748 i. p., prononçant des mutations dans le service de l'Instruction publique.	380
Extraits.		381

AVIS OFFICIELS

Résultats des élections des 11 et 25 août 1935 pour le renouvellement des Présidents, Vice-Présidents et des membres des Conseils de districts.	381
Service d'Administration Générale et des Finances. — Avis concernant MM. les Exportateurs de café et de bananes.	382

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUE

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois d'août 1935.	383
--	-----

DIVERS

Annonces judiciaires.	382
Annonces commerciales et avis divers.	387

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 720 c., promulguant dans la Colonie le décret du 29 mai 1935.

(Du 2 septembre 1935.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

Vu la circulaire ministérielle n° 1158 du 4 juin 1935 prescrivant la promulgation et l'exécution du décret du 29 mai 1935 portant publication et mise en application provisoire du traité de commerce et de navigation franco-néerlandais du 28 mai 1935,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret du 29 mai 1935 portant publication et mise en application provisoire du traité de commerce et de navigation du 28 mai 1935 entre la République Française et le Royaume des Pays-Bas (J.O. R.F. du 30 mai 1935, page 5867).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 2 septembre 1935.

H. SAUTOT.

DÉCRET portant publication et mise en application provisoire du traité de commerce et de navigation du 28 mai 1935 entre la République française et le royaume des Pays-Bas.

(Du 29 mai 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies, du ministre de la marine marchande et du ministre de l'intérieur;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le traité de commerce et de navigation entre la République française et le royaume des Pays-Bas, signé à Paris le 28 mai 1935, sera inséré au *Journal officiel*.

Ses dispositions seront applicables à partir du 31 mai 1935, sur le territoire douanier français et, en ce qui concerne les colonies et les pays de protectorat, à dater de sa publication dans ces territoires.

TRAITÉ

DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS.

Le Président de la République française et Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désireux de développer les relations

économiques entre la République française et le royaume des Pays-Bas sur des bases stables, ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires :

D'une part :

Le Président de la République française ;

M. Pierre Laval, ministre des affaires étrangères ;

Et

M. Paul Marchandea, ministre du commerce et de l'industrie ;

D'autre part :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

M. le jonkheer J Loudon, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République française.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS TARIFAIRES

Article 1^{er}. — Les produits originaires des Pays-Bas et importés dans les conditions réglementaires—exception faite de ceux énumérés à la liste A ci-annexée—bénéficieront à tout moment, à l'importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum.

Ils ne seront, en aucun cas, soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits de même nature de tout autre pays tiers.

Art. 2. — Les produits originaires du territoire douanier français et importés dans les conditions réglementaires, exception faite de ceux énumérés à la liste B ci-annexée, bénéficieront, à tout moment, à leur importation aux Pays-Bas, du tarif le plus réduit.

Ils ne seront, en aucun cas, soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits de même nature de tout autre pays tiers.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à n'enlever l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Elles se réservent, toutefois, le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires ;

a) Prohibitions ou restrictions pour raisons de sûreté ou de moralité publiques ;

b) Prohibitions ou restrictions pour raisons de police sanitaire en vue d'assurer la protection des hommes, des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites ;

c) Prohibitions ou restrictions relatives au trafic des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

d) Prohibitions ou restrictions destinées à étendre aux marchandises étrangères celles de la législation intérieure concernant la production, le trafic, le transport ou la consommation des mêmes marchandises nationales à l'intérieur du pays ; cette disposition vise également les marchandises qui font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat ou d'une institution ayant le même caractère ;

e) Prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation nécessaires pour l'accomplissement, par chacune des hautes parties contractantes, des engagements internationaux auxquels elles sont également participantes.

Il reste entendu que les hautes parties contractantes se réservent le droit de prendre à l'importation et à l'exportation toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales et pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux d'ordre économique ou financier du pays.

Art. 4.—Les taxes intérieures qui, sur le territoire des hautes parties contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Art. 5.—Pour la réglementation du commerce non soumis à un monopole d'Etat ou à une institution ayant le même caractère, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et ceux de l'autre partie.

Art. 6.—Sous condition de réexportation ou de réimportation et sous réserve de mesures de contrôle la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement :

1° Pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été réexportés remplis ;

2° Pour les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour les transports à l'intérieur ;

3° Pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'une des hautes parties contractantes sur le territoire de l'autre, pour l'exécution de travaux de montage d'essai ou de réparation de machines et appareils d'origine néerlandaise installés en France ou d'origine française installés aux Pays-Bas ;

4° Pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences ;

5° Pour les machines et appareils ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication néerlandaise ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine.

Le délai de réexportation ou de réimportation sera de trois mois pour les cas prévus aux chiffres 1 et 2 et de six mois pour les autres cas prévus au présent article ; ces délais pourront être prolongés le cas échéant.

Art. 7.—Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les formalités à l'importation, à l'exportation, au transit à l'entreposage et au transbordement des marchandises, ainsi qu'en ce qui concerne les perceptions afférentes à ces diverses opérations.

Art. 8.—Chacune des hautes parties contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre le bénéfice des avantages résultant des modifications apportées à la nomenclature douanière et au mode de tarification.

Art. 9.—Pour l'application des droits de douane *ad valorem*

perçus par l'une des hautes parties contractantes, sur les produits originaires du territoire de l'autre, la définition de la valeur imposable sera celle qui est appliquée aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Art. 10.—Les hautes parties contractantes peuvent exiger que les produits importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant qu'ils sont de production ou de fabrication nationale ou qu'ils doivent être considérés comme tels eu égard à la matière première incorporée ou au travail subi, selon les conditions auxquelles l'Etat importateur soumet, le cas échéant, la reconnaissance de l'origine.

Les certificats d'origine peuvent être délivrés soit par les autorités consulaires et douanières, soit par les chambres de commerce ou d'agriculture compétentes de chacune des hautes parties contractantes, soit par tout autre organe ou groupement désigné par le pays expéditeur et agréé par le pays destinataire.

Les certificats doivent être établis selon les formules adoptées dans le pays expéditeur ; ils sont rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans celle du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés de la légalisation consulaire.

Au cas où les certificats délivrés par les organismes ci-dessus désignés devraient être légalisés par les autorités consulaires du pays de destination, cette légalisation aurait lieu sans frais.

En ce qui concerne les colis postaux et les envois par la poste et par la voie aérienne, il ne sera pas exigé de certificat d'origine lorsqu'il s'agira d'importations n'ayant pas le caractère commercial.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Pour les questions relatives aux certificats d'origine qui ne sont pas réglées par le présent traité, les hautes parties contractantes se conformeront à l'article 11 de la convention internationale du 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Art. 11.—Chacune des hautes parties contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce et comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'o-

origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

Chacune des hautes parties contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine de tous produits de l'autre partie, y compris les produits vinicoles et les produits laitiers, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les marques ou documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit auxdites appellations.

Seront notamment interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les produits eux-mêmes, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des hautes parties contractantes à la diligence de l'administration ou à la requête du ministère public, conformément à la législation respective de chacune des hautes parties contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des hautes parties contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner les produits autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que « genre », « type », « façon », « rival », etc., ou d'une autre indication régionale spécifique ou autre.

Art. 12.—1° Les produits originaires des Pays-Bas et importés dans les conditions réglementaires, exception faite de ceux énumérés à la liste A ci-annexée, bénéficieront, à tout moment, à leur importation dans les colonies françaises dites « assimilées », c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, des droits du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou un tarif spécial.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits de même nature de tout autre pays tiers.

2° Dans les colonies dites « non assimilées », c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires des Pays-Bas, et importés dans les conditions réglementaires, exception faite de ceux énumérés à la liste A ci-annexée, bénéficieront à tout moment des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient être accordés à toute puissance tierce.

3° Les produits originaires du territoire douanier français et importés dans les conditions réglementaires, exception faite de ceux énumérés à la liste B ci-annexée, bénéficieront, à tout moment, à leur importation dans les territoires néerlandais d'outre-mer, des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient être accordés à toute puissance tierce.

Art. 13.—1° Les produits originaires des territoires néer-

landais d'outre-mer, énumérés à la liste C ci-annexée et importés dans les conditions réglementaires sur le territoire douanier français, bénéficieront, à tout moment, des droits du tarif minimum.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits de même nature de tout autre pays tiers.

2° A leur importation dans les colonies françaises dites « assimilées », c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, les produits originaires des territoires néerlandais d'outre-mer, énumérés à la liste C ci-annexée et importés dans les conditions réglementaires, bénéficieront, à tout moment, des droits du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou un tarif spécial.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués aux produits de même nature de tout autre pays tiers.

3° Dans les colonies dites « non assimilées », c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires des territoires néerlandais d'outre-mer, énumérés à la liste C ci-annexée et importés dans les conditions réglementaires, bénéficieront, à tout moment, des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient être accordés à toute puissance tierce.

4° Les produits originaires des colonies françaises, de la Tunisie et du Maroc et des pays sous mandat français, autres que ceux énumérés à la liste B ci-annexée et importés dans les conditions réglementaires aux Pays-Bas et dans les territoires néerlandais d'outre-mer, bénéficieront, à tout moment, des tarifs les plus réduits qui y sont ou pourraient être accordés à toute puissance tierce.

Art. 14.—Chacune des hautes parties contractantes s'engage à examiner avec bienveillance toute demande de l'autre partie tendant à étendre le bénéfice du tarif le plus réduit à un produit quelconque n'en bénéficiant pas d'après les articles 1^{er}, 2, 12 et 13 du présent traité.

Art. 15.—Il est entendu que partout où, dans le présent titre, le traitement de la nation la plus favorisée est prévu, ce traitement ne s'étend pas :

a) Au régime préférentiel établi ou à établir dans les relations entre la France et la Tunisie, la France et les colonies françaises, ces colonies entre elles et avec la Tunisie ;

b) Au régime préférentiel que le Gouvernement français accorde ou accorderait à l'avenir au Maroc et aux territoires sous mandat français ;

c) Au régime préférentiel établi ou à établir dans les relations entre les Pays-Bas et leurs territoires d'outre-mer et dans les relations de ces territoires d'outre-mer entre eux ;

d) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des hautes parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter leur trafic frontalier dans une zone qui, en principe, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune ;

e) Aux avantages qu'une des hautes parties contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat et notamment d'éviter une double taxation ;

f) Aux mesures que chacune des hautes parties contractantes pourrait être appelée à prendre, le cas échéant, pour corriger équitablement les effets d'une brusque rupture d'équilibre entre la valeur relative de leurs monnaies respec-

tives, étant entendu que la partie qui se trouvera lésée par ces mesures aura le droit de mettre fin au présent traité avec un préavis d'un mois ;

g) Aux avantages découlant exclusivement de conventions plurilatérales auxquelles toutes les puissances peuvent adhérer, à moins que la partie contractante qui ne participera pas à ces conventions n'accorde en fait les mêmes droits ou privilèges ;

h) Aux arrangements particuliers conclus ou à conclure conformément aux recommandations de la conférence de Stresa du 20 septembre 1932, sous les réserves des deux gouvernements faites par leurs délégués à cette conférence.

Art. 16. — Les dispositions des articles 1^{er}, 2 et 6 ne s'appliquent pas aux territoires néerlandais d'outre-mer.

Art. 17. — Les dispositions des articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14 et 15 s'appliquent aux colonies françaises et à la Tunisie.

TITRE II

TRANSPORT ET NAVIGATION

Art. 18. — Pour toutes les questions relatives aux transports par voie ferrée, les hautes parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la convention et du statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des voies ferrées.

Art. 19. — Sans préjudice des dispositions qui suivent, les hautes parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la convention et du statut de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes, y compris ses annexes et protocole.

Pour l'application de l'article 9 du statut de Genève, les hautes parties contractantes conviennent que les navires de chacun des pays pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison à destination de l'étranger.

Art. 20. — Les entreprises de navigation de l'une des hautes parties contractantes effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationale, à condition qu'elles se conforment aux lois et règlements en vigueur dans cet autre pays. Cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration et aux émigrants qu'elles transportent, quelle que soit leur provenance.

Art. 21. — La nationalité des navires sera reconnue par les hautes parties contractantes, conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes.

Art. 22. — Il sera loisible à tout navire de l'une des hautes parties contractantes qui y aura été contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure, de se réfugier dans un port de l'autre, de s'y réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer sans avoir à payer d'autres droits et taxes qui, dans les mêmes conditions, sont perçus sur les navires nationaux.

Au cas cependant où le capitaine d'un navire qui se serait réfugié dans un port dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison, il serait tenu de se conformer aux règlements et tarifs locaux.

Art. 23. — En cas de naufrage, échouement, avarie en mer, ou relâche forcé d'un navire de l'une des hautes parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour leur navire et sa cargaison, ainsi qu'aux passagers et à leurs biens. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Les autorités du pays où le naufrage ou l'échouement a eu lieu ont toujours le droit de prendre à l'égard du navire naufragé ou échoué les mesures qu'elles jugeront nécessaires en vue de la sécurité de la navigation ou pour la protection des travaux d'art de la côte, des ports ou des voies de navigation. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets s'ils ont été vendus, sera restitué conformément aux lois du pays, aux propriétaires ou à leurs ayants droit lorsqu'ils en auront fait la demande.

Au cas où, dans les circonstances prévues à l'alinéa 1^{er}, les propriétaires ou leurs représentants autorisés ne se trouveraient pas sur place, le navire, ses parties ou débris, les biens, marchandises et tous autres objets sauvés devront, pour autant qu'ils appartiennent à un ressortissant de l'une des hautes parties contractantes, être remis aux autorités consulaires de cette partie. La remise doit néanmoins être requise par l'autorité consulaire intéressée dans le délai fixé par les lois du pays sur le territoire duquel le naufrage ou l'échouement a eu lieu.

Dans tous les cas, il ne sera dû que les frais de sauvetage, de dépôt, et autres taxes qui sont exigibles des navires nationaux.

Les hautes parties contractantes conviennent en outre que les épaves, marchandises ou objets de toute nature, qui auront été sauvés, ne seront assujettis à aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation intérieure.

Art. 24. — Les hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de navigation :

a) En ce qui concerne le droit de se rendre dans un ou plusieurs ports des colonies ou territoires d'outre-mer de l'autre, pour y embarquer ou y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison, étant entendu qu'il est fait exception pour le cabotage dans ces colonies et territoires ;

b) En ce qui concerne le traitement dans les ports de leurs colonies ou territoires d'outre-mer ;

c) En ce qui concerne l'application des articles 20, 21, 22 et 23 dans leurs colonies et territoires d'outre-mer

Art. 25. — Sont exceptées les dispositions du présent titre :

1^o L'exercice de la pêche dans les eaux territoriales et les avantages particuliers dont les produits de la pêche sont ou seront l'objet ;

2^o Le service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage et l'organisation des services de sauvetage et d'assistance maritime ; étant entendu que cette disposition vise uniquement l'exécution des services maritimes qui y sont définis et que les conditions dans lesquelles ils sont mis à la disposition de la navigation

et leur rémunération demeurent soumis aux dispositions de l'article 19 ;

3° a) Le trafic entre les Pays-Bas et leurs territoires d'outre-mer, ainsi que le trafic entre ceux-ci, le trafic entre la France et la Tunisie, la France et les colonies françaises, ces colonies entre elles et avec la Tunisie ; toutefois, pour ces trafics, les navires des hautes parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée ;

b) Les avantages particuliers qui seraient accordés en matière de navigation en France, en Tunisie et dans les colonies françaises, aux transports en provenance du Maroc et des pays sous mandat.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 26. — En ce qui concerne la propriété industrielle et artistique, la liberté du transit, le régime des voyageurs de commerce et celui des échantillons et modèles, les hautes parties contractantes sont d'accord pour s'en rapporter à la convention d'union de Paris du 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à la Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934 ; à la convention de Berlin du 13 novembre 1908, révisée en dernier lieu à Rome le 2 juin 1928 ; à la convention de Barcelone du 20 avril 1921 et à la convention de Genève du 3 novembre 1923.

Art. 27. — Les hautes parties contractantes conviennent que par la mise en vigueur du présent traité, l'échange de notes des 27 et 28 janvier 1892, la convention du 13 août 1902 et l'arrangement du 18 août 1910 cesseront leurs effets.

Art. 28. — Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à la Haye.

Il entrera en vigueur quinze jours après échange des ratifications.

Il aura une durée de deux années à partir du jour de son entrée en vigueur.

S'il n'est pas dénoncé par l'une des hautes parties contractantes au moins trois mois avant l'expiration du délai de deux années, il restera en vigueur pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à moins qu'il ne soit dénoncé avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaires à Paris, le 28 mai 1935.

PIERRE LAVAL.
PAUL MARCHANDEAU.
J. LOUDON.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Le royaume des Pays-Bas, comprend les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao. Partout où dans le présent traité figure l'expression « Pays-Bas », le territoire situé en Europe est seul visé.

Ad. Art. 1^{er}, 2, 12 et 13. — 1° Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles 1^{er}, 2, 12 et 13, en ce qui concerne les droits à l'importation, s'applique également à toutes perceptions à l'importation, telles que taxes, surtaxes, coefficient, majorations ou autres.

2° a) Pour être considérés comme « importés en France dans les conditions réglementaires », les produits doivent, dans l'état actuel de la législation, être importés en droiture

du pays d'origine ou en provenance d'un pays tiers, dont les marchandises similaires bénéficient du même tarif.

b) En ce qui concerne les importations dans le royaume des Pays-Bas, le tarif néerlandais actuellement en vigueur ne comporte qu'une seule liste de droits, applicable à tous les pays.

Toutefois, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1933 (*Bulletin officiel* n° 417), dite loi de rétorsion, un droit d'entrée plus élevé peut être institué dans des circonstances spéciales, par décret royal, sur les marchandises originaires ou en provenance de pays avec lesquels les Pays-Bas n'ont pas conclu de traité de commerce.

Ad. Art. 4. — 1° Il est entendu que les dispositions de l'article 4 s'appliquent également à la taxe sur le chiffre d'affaires ;

2° Ne sera pas considérée comme dérogeant à l'article 4 du présent traité, la perception, à l'égard de certains produits importés, de taxes intérieures établies ou à établir sur la base d'un forfait ;

3° Les Pays-Bas pourront maintenir la distinction faite entre les produits importés et indigènes en ce qui concerne la taxe de poinçonnage des ouvrages en or ou en argent ainsi que l'accise sur les jus de fruits frais autres que de raisins, fermentés ou non, et sur la mélasse et autres liquides contenant du sucre.

Ad. Art. 11. — Il est entendu que nonobstant l'article 28, les dispositions de l'article 11 ne seront mises en vigueur qu'à partir du 1^{er} mai 1936.

En ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 11 dans les colonies et territoires d'outre-mer de chacune des hautes parties contractantes, il sera tenu compte des difficultés de surveillance inhérentes à la situation de ces colonies et territoires.

Ad. Art. 12, 3°. — Les vins ordinaires en fûts et en bouteilles et les vins mousseux originaires de France et importés dans les conditions réglementaires ne seront pas frappés aux Indes néerlandaises par des droits de douane autres ou plus élevés que ceux mentionnés ci-dessous :

Vins non mousseux :

En fûts : 18 florins par hectolitre ;

En bouteilles : 21 florins par hectolitre ;

Vins mousseux, champagne et autres : 42 florins par 100 bouteilles (la bouteille contenant au plus un litre).

Il ne sera perçu aux Indes néerlandaises aucun droit d'accise ou de consommation sur ces vins.

Ad. Art. 18 et 19. — Il est entendu que les dispositions des articles 18 et 19 ne s'appliquent pas aux territoires néerlandais d'outre-mer.

Ad. Art. 25. — Il est entendu que l'application du titre II ne met pas obstacle à l'octroi par chacun des deux gouvernements d'avantages destinés à favoriser le développement de la marine marchande, sous forme soit de primes ou de subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande.

PIERRE LAVAL.
PAUL MARCHANDEAU.
J. LOUDON.

LISTE A

Liste des produits pour lesquels les Pays-Bas ne bénéficient pas du traitement de la nation la plus favorisée à l'entrée en France.

NUMÉROS du tarif français.	DÉSIGNATION DES PRODUITS
27	Soies.
81	Marrons et châtaignes
134	Liège brut, râpé ou en planches.
136	Charbon de bois ou de chènevottes.
154	Ecorces à tan moulues ou non.
175	Marbres bruts ou équarris.
189	Soufre : minéral.
226	Mercure natif.
630 bis	Ouvrages en écume de mer fausse.
643	Eventails et écrans à main.

LISTE B

Liste des produits pour lesquels la France ne bénéficiera pas du traitement de la nation la plus favorisée à l'importation dans le royaume des Pays-Bas.

Haddock fumé ou salé.
Caviar.
Gingembre.
Bière.
Ozokérite.
Glace.
Allumettes de sûreté.
Minerais de soufre.

LISTE C

Liste des produits des territoires néerlandais d'outre-mer bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée sur le territoire douanier français.

NUMÉROS du tarif français	DÉSIGNATION DES PRODUITS
21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites.
22	Pelleteries brutes.
65	Coquillages.
72	Mais.
78	Mamoc brut ou desséché et similaires.
78 bis	Sagou, salep, arrow-root, farine et fécule de manioc, de tavelo et d'autres végétaux exotiques similaires, non traités sur plaques métalliques.
79	Riz.
88	Graines et fruits oléagineux.
91	Sucres
92	Mélasses.
96	Cafés.
97	Cacao
98	Chocolat.
99	Poivre
100	Piment
101	Amomes et cardamomes.
102	Cannelle.
103	Cassia lignea.
104	Muscades.
105	Macis
106	Girofle.

NUMÉROS
du
tarif français

DÉSIGNATION DES PRODUITS

107	Vanille.
108	Thé.
109	Tabacs.
110 A	Huiles fixes pures.
111 bis A	Graisses végétales alimentaires.
111 bis B	Graisses végétales destinées à la fabrication des graisses alimentaires.
112	Huiles volatiles ou essences.
114	Gommes à l'état naturel.
115	Gemmes, résinates, gommes.
115 quater	Résines et autres produits résineux exotiques autres que de pin et de sapin y compris la gomme laque en feuilles ou en plaquettes, blanchie ou non.
116	Essence de térébenthine.
117	Baumes.
119	Sucs d'espèces particulières, balata, gutta-percha, caoutchouc bruts ou refondus en masse.
Ex. 126 bis	Coca.
126 ter	Ecorces de quinquina.
128	Bois communs, ronds, bruts, non équarris.
128 bis	Bois communs équarris ou sciés.
138	Bois fin ou bois des îles.
139	Bois odorants.
142 bis	Chanvre.
144	Phormium tenax, abaca, aloès et autres végétaux filamenteux non dénommés (kapoc, sisal).
144 bis	Ramie ou china-grass
145	Joncs et roseaux bruts, chiendent, piassava, istle.
145 bis	Sparte, fibres de coco (même tordus).
146	Joncs, roseaux préparés.
146	Chiendent, piassava, istle peignés et coupés.
146	Osier.
146	Tourteaux de graines oléagineuses.
197	Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales brutes.
197 bis	Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales raffinées.
198	Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales autres que ceux désignés ci-après.
198 bis	Huiles minérales lourdes épurées dites de vaseline ou de paraffine.
198 ter	Combustibles liquides dits gaz-oils.
198 quater	Résidus dits fuels-oils.
198 quinq.	Consistants dits road-oils et brais mous.
198 sexiès	Coke de pétrole et brais de pétrole durs.
223	Etain, pur ou allié.
231	Manganèse, minéral.
319 bis	Tapioca.
476 A	Peaux seulement tannées sans aucun travail de courroierie ou de teinture.
Ex. 476 bis	Peaux chamoisées ou parcheminées, non teintées, peaux hongroyées.
476 ter	Peaux corroyées autres, traitées au suif, au dégras, cirées de couleur naturelle, colorées, chagrinées, gaufrées, grainées, lustrées, imprimées, maroquinées, mates, noircies, peintes, quadrillées, teintées, etc.
612	Chapeaux, cloches ou plateaux.

En outre, les produits qui, à la date de la signature du présent traité, sont repris sous les rubriques douanières inscrites dans la liste C, et notamment ceux dont la nomenclature est spécifiée dans ladite liste, bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée dans les colonies françaises et en Tunisie.

Paris, le 28 mai 1935.

Monsieur Loudon, Ministre des Pays-Bas, Paris.

Monsieur le Ministre,

L'article 20 du traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre la République française et le royaume des Pays-Bas stipule que les entreprises de navigation de chaque pays, effectuant le transport des émigrants, jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationales, à condition qu'elles se conforment aux lois et règlements en vigueur dans cet autre pays. Il est même spécifié que cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration et aux émigrants qu'elles transportent, quelle que soit leur provenance.

Il a paru inutile de mentionner les navires dans cet article puisque l'égalité de traitement, prévue à l'article 1^{er} du statut du 9 décembre 1923 auquel se réfère l'article 19, s'applique aussi bien aux navires transportant des émigrants qu'aux autres navires.

Quant à la faculté que le gouvernement néerlandais s'est réservée, par application de l'article 12 de ce statut, de limiter le transport des émigrants aux navires auxquels il aura accordé des patentes comme remplissant les conditions requises dans sa législation, j'observe qu'aux termes de la déclaration faite lors de la signature dudit statut par les Pays-Bas, il n'en sera pas fait usage au détriment du pavillon d'un Etat contractant qui, en ce qui concerne le transport des émigrants, ne fait pas de discrimination au détriment du pavillon néerlandais.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français ne fait et ne fera pas de discrimination au détriment du pavillon néerlandais en ce qui concerne le transport des émigrants, et je vous prie de vouloir bien me confirmer que le gouvernement des Pays-Bas ne fera, en conséquence, pas usage, à l'égard des navires français transportant des émigrants, de la faculté qu'il s'est réservée en vertu de l'article 12 du statut sur le régime international des ports maritimes. Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

PIERRE LAVAL.

Paris, le 28 mai 1935.

Son Excellence M. Pierre Laval, ancien président du conseil, Ministre des affaires étrangères, à Paris.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui, ainsi conçue :

« L'article 20 du traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre la République française et le Royaume des Pays-Bas stipule que les entreprises de navigation de chaque pays, effectuant le transport des émigrants jouiront, dans l'autre pays, du même traitement à tous égards que les entreprises de navigation nationales, à condition qu'elles se conforment aux lois et règlements en vigueur dans cet autre pays. Il est même spécifié que cette égalité de traitement s'applique notamment à leurs agences d'émigration et aux émigrants qu'elles transportent, quelle que soit leur provenance.

« Il a paru inutile de mentionner les navires dans cet article, puisque l'égalité de traitement prévue à l'article 1^{er} du statut du 9 décembre 1923, auquel se réfère l'article 19, s'applique aussi bien aux navires transportant des émigrants qu'aux autres navires.

« Quant à la faculté que le gouvernement néerlandais s'est réservée, par application de l'article 12 de ce statut, de limiter le transport des émigrants aux navires auxquels il aura accordé des patentes comme remplissant les conditions requises dans sa législation, j'observe qu'aux termes de la déclaration faite lors de la signature dudit statut par les Pays-Bas, il n'en sera pas fait usage au détriment du pavillon d'un Etat contractant qui, en ce qui concerne le transport des émigrants, ne fait pas de discrimination au détriment du pavillon néerlandais.

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français ne fait et ne fera pas de discrimination au détriment du pavillon néerlandais en ce qui concerne le transport des émigrants, et je vous prie de vouloir bien me confirmer que le gouvernement des Pays-Bas ne fera, en conséquence, pas usage, à l'égard des navires français transportant des émigrants, de la faculté qu'il s'est réservée en vertu de l'article 12 du statut sur le régime international des ports maritimes. »

J'ai l'honneur de vous confirmer que le gouvernement de la Reine, après avoir pris acte de la déclaration du Gouvernement français, ne fera pas usage, à l'égard des navires français transportant des émigrants, de la faculté qu'il s'est réservée en vertu de l'article 12 du statut sur le régime international des ports maritimes.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma très haute considération.

J. LOUDON.

Art. 2. — Le Ministre des affaires étrangères, le Ministre du Commerce et de l'industrie, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture, le Ministre des colonies, le Ministre de la marine marchande et le Ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 mai 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des affaires étrangères

PIERRE LAVAL.

Le Ministre du commerce et de l'industrie,

PAUL MARCHANDEAU.

Le Ministre des finances,

GERMAIN-MARTIN.

Le Ministre de l'agriculture,

EMILE CASSEZ.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le Ministre de la marine marchande,

WILLIAM BERTRAND.

Le Ministre de l'intérieur;

MARCEL RÉGNIER.

ARRÊTÉ n° 749 c, promulguant dans la Colonie le décret du 16 juillet 1935, trois décrets du 25 juillet 1935, celui du 27 juillet 1935, deux décrets du 1^{er} août 1935 et sept décrets du 8 août 1935.

(Du 13 septembre 1935)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o Le décret du 16 juillet 1935 fixant l'utilisation des économies réalisées sur les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public (J.O.R.F. du 17 juillet 1935, page 7667).

2^o Le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires (J.O.R.F. du 28 juillet 1935, page 8237).

3^o Le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 (J.O.R.F. du 28 juillet 1935, page 8238).

4^o Le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat (J.O.R.F. du 28 juillet 1935, page 8240).

5^o Le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs (J.O.R.F. du 28 juillet 1935, page 8239).

6^o Le décret du 1^{er} août 1935 complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du Ministère des Colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs (J.O.R.F. du 4 août 1935, page 8480).

7^o Le décret du 1^{er} août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des Colonies des mesures de défense du franc (J.O.R.F. du 4 août 1935 page 8480).

8^o Le décret du 8 août 1935 accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 % (J.O.R.F. du 9 août 1935, page 8676).

9^o Le décret du 8 août 1935 appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des Colonies le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8811) suivi du décret du 16 juillet 1935 J.O.R.F. du 17 juillet 1935, page 7669).

10^o Le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 % des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des Colonies (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8811).

11^o Le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des Colonies du décret du 16 juillet 1935 insti-

tuant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8812).

12^o Le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du Ministère des Colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8812).

13^o Le décret du 8 août 1935 portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8813).

14^o Le décret du 8 août 1935 complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques (J.O.R.F. du 11 août 1935, page 8813).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 septembre 1935.

H. SAUTOT.

Décret fixant l'utilisation des économies réalisées sur les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Les divers décrets pris en application de la loi du 8 juin 1935 auront pour effet d'apporter aux entreprises concessionnaires de collectivités publiques ou subventionnées par elles de substantielles économies. La nécessité de ces compressions étant d'ordre national, l'Etat prend la responsabilité de les édicter et assume par conséquent le devoir d'en surveiller l'application.

Le décret que nous soumettons à votre signature trace le cadre dans lequel pourra s'effectuer l'emploi des disponibilités dégagées par les mesures d'économies.

Son texte pose un principe absolu : celui du contrôle par l'Etat de la destination définitive des économies réalisées. Il prévoit cependant de très souples modalités d'application, car la multiplicité des cas particuliers posera des problèmes d'espèce dont les solutions seront nécessairement très diverses.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

DÉCRET

(Du 16 juillet 1935)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances, du Garde des sceaux, Ministre de la justice, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la guerre, du Ministre de la marine, du Ministre de l'air, du Ministre de l'éducation nationale, du Ministre des travaux publics, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre de l'agriculture, du Ministre des colonies, du Ministre du travail, du Ministre des pensions, du Ministre des postes, télégraphes et téléphones, du Ministre de la santé

publique et de l'éducation physique, du Ministre de la marine marchande,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Le conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le montant des économies annuelles dont bénéficieront du fait des décrets pris en application de la loi du 8 juin 1935 chacune des entreprises de services concédés par l'Etat — à l'exception des chemins de fer d'intérêt général — par les départements, les communes, ainsi que par chacune des entreprises subventionnées par ces collectivités, sera définitivement arrêté avant le 1^{er} octobre 1935 par le préfet, sur avis conforme du trésorier général, si le montant annuel du chiffre d'affaires de l'entreprise en 1934 est inférieur à 50 millions de francs, et dans le cas contraire, par arrêté commun des Ministres intéressés et du Ministre des finances.

Art. 2. — Avant le 1^{er} novembre 1935 et dans la même forme l'autorité qui aura déterminé le montant de l'économie en arrêtera l'emploi.

Art. 3. — L'économie devra être affectée par priorité à la réduction définitive des subventions ou avantages de quelque nature que ce soit, consentis par l'Etat ou par des collectivités locales à l'entreprise. Elle pourra ensuite être employée à améliorer l'équilibre financier de l'exploitation s'il y a lieu ; elle pourra enfin être affectée au développement des services et à la réduction des tarifs de l'entreprise.

Art. 4. — Le présent décret aura effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 5. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et tous les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,*

LÉON BÉRARD.

Le Ministre de l'intérieur,

JOSEPH PAGANON.

Le Ministre de la guerre,

JEAN FABRY.

Le Ministre de la marine,

FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de l'air,

GI. DENAIN.

Le Ministre de l'éducation nationale,

MARIO ROUSTAN.

Le Ministre des travaux publics,

LAURENT-EYNAC.

*Le Ministre du commerce et de
l'industrie,*

GEORGES BONNET.

Le Ministre de l'agriculture,

PIERRE CATHALA.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le Ministre du travail,

L.-O. FROSSARD.

Le Ministre des pensions,

HENRI MAUPOIL.

*Le Ministre des postes, télégraphes
et téléphones,*

GEORGES MANDEL.

*Le Ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,*

ERNEST LAFONT.

*Le Ministre de la marine
marchande,*

WILLIAM BERTRAND.

DÉCRET portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires.

(Du 25 juillet 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence ou la deuxième indemnité de logement pour les ménages de fonctionnaires ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence et la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires est applicable dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919.

(Du 25 juillet 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul des majorations pour enfants attribuées au titre de la loi du 31 mars 1919 et des allocations pour charges de famille ;

Vu le décret du 30 juin 1934, apportant des dérogations au décret du 4 avril 1934 ;

Vu le décret du 16 juillet portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 et le décret de même date fixant les modalités d'application aux colonies des mesures concernant la défense du franc ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 est applicable dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Institution d'un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 25 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Par leur situation géographique et leurs conditions climatiques, les colonies, protectorats et territoires sous mandat

relevant du ministère des colonies se trouvent particulièrement exposés à des calamités diverses (cyclones, raz-de-marée, séismes, inondations, sécheresses, invasions d'acriens, etc.) qui, périodiquement, font subir à la population les plus cruels dommages, en détruisant parfois le fruit de plusieurs années d'efforts.

Les possessions ainsi éprouvées font souvent appel à l'aide de l'Etat et l'on ne compte plus les témoignages de solidarité à elles donnés par la mère patrie dans de semblables conjonctures. C'est ainsi que, depuis seulement huit ans, des subventions formant un total de plus de 300 millions de francs ont été accordées par le Parlement à des territoires d'outre-mer frappés par des fléaux naturels.

Mais, étant donné sa situation financière actuelle, la métropole ne pourrait plus renouveler ce concours. C'est dire que les colonies doivent s'efforcer de subvenir par leur propres moyens à toutes leurs charges, y compris celles occasionnées par les cataclysmes.

Aux termes des règlements en vigueur, en cas de difficultés financières ou d'événements imprévus, nos possessions peuvent recourir à leurs caisses de réserve. Toutefois, ces institutions n'ont guère plus de fonds disponibles, en raison des sommes qu'on a prélevées, d'une part, pour continuer, après la grande guerre, l'exécution du programme d'équipement des colonies — le loyer élevé de l'argent et l'instabilité du franc ne permettaient pas alors de recourir à l'emprunt — et, d'autre part, pour combler les déficits que, par suite des répercussions de la crise mondiale, les budgets généraux et locaux accusaient souvent en fin d'exercice.

Cette situation a déjà retenu l'attention de la commission des finances du Sénat. Dans le but d'épargner de gros et fréquents sacrifices au contribuable métropolitain, la commission a, en effet, suggéré l'adoption par nos domaines extérieurs d'une sorte d'autoassurance contre les calamités.

Or, au moment où un décret-loi du 16 juillet 1935 prescrit un prélèvement de 10 p. 100 sur toutes les dépenses publiques, aux colonies comme dans la métropole, il nous a paru qu'une partie des économies ainsi réalisées dans chacune de nos possessions pourrait utilement être employée à alimenter un fonds spécial de prévoyance dont le but serait précisément de contribuer sous forme d'allocations, de secours ou de prêts, à la réparation des dommages causés par des événements calamiteux tant aux services publics qu'aux exploitations et entreprises privées.

Tel est le but du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre haute sanction, si vous en approuvez la teneur.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

DÉCRET

(Du 25 juillet 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié, en particulier la loi du 29 juin 1918 ;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à pren-

dre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 % sur les dépenses publiques ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies il est créé un fonds spécial de prévoyance.

Toutefois, pour les pays réunis en fédération, il n'est institué qu'un seul fonds spécial de prévoyance pour l'ensemble du groupe.

Ce fonds spécial de prévoyance a pour but de contribuer, sous forme d'allocations, de secours et de prêts, à la réparation des dommages occasionnés par des événements calamiteux tant aux services publics qu'aux exploitations, entreprises ou propriétés privées.

Art. 2. — Le fonds spécial de prévoyance est alimenté par :

1° Un tiers au moins des économies réalisées sur les budgets généraux, locaux, annexes, provinciaux et régionaux par l'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques ;

2° Toutes dotations budgétaires éventuelles et toutes subventions de collectivités qui pourraient être allouées à la Colonie avec affectation spéciale à ce fonds ;

3° Les dons et legs des particuliers faits à la Colonie avec affectation spéciale à ce fonds, le produit des loteries, souscriptions et fêtes régulièrement autorisées dans ce but ;

4° Les remboursements effectués par les emprunteurs ;

5° Les revenus des fonds placés dont il dispose ;

6° Toutes autres ressources qui pourraient lui-être affectées ultérieurement.

Art. 3. — L'avoir du fonds spécial de prévoyance est déposé au Trésor et les opérations auxquelles le fonds donne lieu sont suivies dans un compte hors budget dans la comptabilité du trésorier-payeur.

Art. 4. — Le Chef de la Colonie, en conseil de gouvernement, en conseil d'administration ou en conseil privé, fixe le montant des placements à effectuer, lesquels ne peuvent l'être qu'en valeurs de l'Etat ou garanties par l'Etat, ainsi que le montant et la destination des prélèvements à opérer.

Dans les colonies où existe un contrôle financier, le directeur de ce service est avisé des réunions du conseil, il a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le conseil entend, s'il y a lieu, toutes les personnes dont les avis lui paraîtraient utiles, notamment les représentants des régions sinistrées.

Art. 5. — Les détails d'application seront, s'il y a lieu, fixés par décret.

Art. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 7. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel*

de la République française et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Institution dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies d'une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 27 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Les décrets pris le 16 juillet 1935, en vertu de la loi du 8 juin 1935, constituant un ensemble de mesures qui s'efforcent de faire jouer de façon solidaire les facultés de tous les Français pour la défense du franc.

L'aménagement de cet effort dans les territoires d'outre-mer exige une mise au point tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'y étendre un acte appelant les revenus d'une certaine importance à fournir une quote-part supplémentaire pour équilibrer les dépenses publiques. Le régime financier des pays relevant du département des colonies est basé sur le principe de l'autonomie, les pouvoirs des assemblées ou autorités locales varient suivant le degré d'évolution de la population. Cette situation a donné lieu à la création de fiscalités diverses qui ne permettaient pas de promulguer purement et simplement la taxe complémentaire basée essentiellement en France sur la législation de l'impôt sur le revenu.

Le texte qui vous est soumis tend à transposer la nouvelle contribution sur les revenus supérieurs à 80.000 fr., en la laissant solidaire de la mesure prise dans la métropole : elle doit être réduite et disparaître avec elle. Sa charge sera outre-mer sensiblement égale à ce qu'elle est en France.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre haute sanction si vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

DÉCRET

(Du 27 juillet 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment la loi du 29 juin 1918 :

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies ;

Vu le décret du 16 juillet 1935, instituant dans la métropole une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 fr. ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, il est institué au profit du budget local une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 fr.

Cette taxe entrera en vigueur en même temps que la contribution métropolitaine correspondante et sera réduite ou supprimée de droit si cette dernière l'était en France.

Art. 2. — La contribution exceptionnelle est due au premier janvier de chaque année.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 4, sont assujetties à la contribution exceptionnelle toutes les personnes, quels que soient leur nationalité et leur statut, qui ayant leur résidence habituelle dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat, ne justifient pas de leur inscription à la même époque à un rôle de la contribution exceptionnelle, soit dans la métropole, soit dans un pays relevant du ministère des colonies, soit en Algérie ou dans un protectorat ou territoire sous mandat ne relevant pas du département des colonies, si la même taxe y est instituée.

Sont considérées comme ayant une résidence habituelle dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat :

1^o Les personnes qui y possèdent une habitation à leur disposition à titre de propriétaires, d'usufruitiers ou de locataires, lorsque, dans ce dernier cas, la location est conclue soit par convention unique, soit par convention successive pour une période continue d'au moins une année ;

2^o Les personnes qui, sans disposer dans le pays considéré d'une habitation dans les conditions définies à l'alinéa précédent, ont néanmoins dans ce pays le lieu de leur séjour principal.

Art. 3. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille qui habitent avec lui.

Toutefois, le contribuable peut réclamer des impositions distinctes :

1^o Pour sa femme, lorsqu'elle est séparée de biens et ne vit pas avec lui ;

2^o Pour ses enfants ou autres membres de la famille, sauf son conjoint, lorsqu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

Art. 4. — Sont affranchis de la contribution exceptionnelle les agents diplomatiques et consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires français.

Art. 5. — Si le contribuable possède dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré, plusieurs ré-

sidences, il est assujetti à la contribution exceptionnelle au lieu où il est réputé posséder son principal établissement.

Il en est de même s'il possède une ou plusieurs résidences dans d'autres parties du territoire français ou de protectorat français ou sous mandat français relevant du ministère des colonies.

Art. 6. — La contribution exceptionnelle est établie d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu est déterminé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction des charges ci-après :

1^o Intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable ;

2^o Arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit ;

3^o Tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat au cours de l'année précédente ou se rapportant, s'il y a lieu, aux déclarations par lui souscrites dans les délais légaux au cours de l'année précédente, à l'exception des majorations de droits pour défaut ou inexactitude de déclarations. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur ces impôts, leur montant est rapporté aux revenus de l'année au cours de laquelle le contribuable est avisé de leur ordonnancement ;

4^o Versements effectués en vue de la retraite du combattant organisée par la loi du 4 août 1923 et la loi du 30 décembre 1928, article 127.

Art. 7. — N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt :

1^o Les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919 à l'exclusion de la partie des pensions mixtes visées à l'article 60, paragraphe 2 de ladite loi, qui correspond à la durée des services ;

2^o La retraite du combattant, instituée par les articles 197 à 199 de la loi du 16 avril 1930 ;

3^o Les rentes viagères et allocations temporaires accordées aux victimes d'accidents du travail ;

4^o Les intérêts des bons du Trésor, à échéance d'un an au plus, et des bons de la défense nationale à échéance de deux ans au plus ;

5^o Les arrérages des rentes perpétuelles 4 p. 100 émises en 1925 ;

6^o Les frais de service et de représentation accordés aux fonctionnaires et toutes autres indemnités qui seraient désignées par décret.

Art. 8. — Le revenu net correspondant aux diverses sources de revenus énumérés à l'article 6 est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année.

Il est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu.

Art. 9. — Les contribuables mariés ont droit, sur leurs revenus annuels, à une déduction de 15.000 francs.

La même déduction est accordée, en cas de décès de l'un des époux, au conjoint survivant non remarié et ayant à sa

charge dans les conditions de l'article 10 ci-après un ou plusieurs enfants issus du mariage.

En outre, tout contribuable a droit sur son revenu annuel, à raison des enfants à sa charge, dans les termes dudit article 10, à des déductions réglées comme suit :

- 5.000 francs pour chacun des deux premiers ;
- 8.000 francs pour le troisième ;
- 9.000 francs pour le quatrième ;
- 10.000 francs pour chacun à partir du cinquième.

Art. 10. — Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

1° Ses enfants, s'ils sont âgés de moins de vingt-et-un ans ou s'ils sont infirmes ;

2° Sous la même condition, les enfants par lui recueillis à son propre foyer.

Art. 11. — Le montant de la contribution exceptionnelle est calculé en appliquant les taux ci-après à la totalité du revenu net imposable du contribuable, tel qu'il est déterminé par les articles 6, 7, 8 et 9 :

- De 80.001 à 90.000, 0,2 p. 100 du revenu total ;
- De 90.001 à 100.000, 0,4 p. 100 du revenu total ;
- De 100.001 à 125.000, 1 p. 100 du revenu total ;
- De 125.001 à 150.000, 1,5 p. 100 du revenu total ;
- De 150.001 à 175.000, 2 p. 100 du revenu total ;
- De 175.001 à 200.000, 2,5 p. 100 du revenu total ;
- De 200.001 à 225.000, 3 p. 100 du revenu total ;
- De 225.001 à 250.000, 3,5 p. 100 du revenu total ;
- De 250.001 à 275.000, 3,75 p. 100 du revenu total ;
- De 275.001 à 300.000, 4 p. 100 du revenu total ;
- De 300.001 à 325.000, 4,5 p. 100 du revenu total ;
- De 325.001 à 350.000, 5 p. 100 du revenu total ;
- De 350.001 à 375.000, 5,25 p. 100 du revenu total ;
- De 375.001 à 400.000, 5,5 p. 100 du revenu total ;
- De 400.001 à 450.000, 6 p. 100 du revenu total ;
- De 450.001 à 500.000, 6,5 p. 100 du revenu total ;
- De 500.001 à 550.000, 7 p. 100 du revenu total ;
- De 550.001 à 600.000, 7,5 p. 100 du revenu total ;
- De 600.001 à 700.000, 8 p. 100 du revenu total ;
- De 700.001 à 800.000, 8,5 p. 100 du revenu total ;
- et à partir de 800.001, 9 p. 100 du revenu total ;

Art. 12. — Le montant de l'impôt est majoré de 25 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans qui sont célibataires, veufs ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfant, n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 10.

Le même montant est majoré de 15 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans, mariés depuis plus de deux ans au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, lorsque, n'ayant pas d'enfants, ces contribuables n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 10.

Les majorations édictées par le présent article ne sont pas applicables aux contribuables titulaires d'une pension prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une invalidité de 40 p. 100 et au-dessus ni aux contribuables dont tous les enfants sont morts.

Art. 13. — Tous les contribuables passibles de la taxe instituée par le présent décret sont tenus de souscrire et de renouveler chaque année, avant le 1^{er} mars, sous la foi du ser-

ment, une déclaration de leur revenu global avec l'indication, par nature de revenu, des éléments qui le composent.

Tout contribuable arrivant dans la colonie, le pays de protectorat ou le territoire sous mandat après l'expiration du délai prévu pour la production de la déclaration prescrite au paragraphe précédent, sera tenu, dans le mois qui suit son arrivée, de faire cette déclaration ou d'indiquer le bureau de la métropole ou du pays d'outre-mer dans lequel il a fait une déclaration pour la même taxe, à charge par lui d'en apporter la preuve dans le délai de trois mois.

Un contribuable qui aura des revenus en France et dans différents territoires d'outre mer, sera tenu de les indiquer distinctement pour chaque pays.

Art. 14. — Les déclarants doivent fournir toutes indications nécessaires au sujet de leur situation et de leurs charges de famille.

Ils doivent également, pour avoir droit au bénéfice des déductions prévues à l'article 6 ci-dessus, produire l'état des charges à retrancher de leur revenu global en vertu dudit article.

Cet état précise :

Au sujet des dettes contractées et des rentes payées à titre obligatoire, le nom et le domicile du créancier, la nature ainsi que la date du titre constatant la créance et, s'il y a lieu, le nom et la résidence de l'officier public qui a dressé l'acte, ou la juridiction dont émane le jugement, enfin, le chiffre des intérêts ou arrérages annuels ;

Au sujet des impôts directs et des taxes assimilées, la nature de chaque contribution, le lieu de l'imposition, l'article du rôle et le montant de la cotisation.

Art. 15. — Les contribuables sont également tenus de déclarer les éléments ci-après énumérés :

Loyer ou valeur locative et adresse :

1° De l'habitation principale ;

2° Des résidences secondaires dans la colonie, le protectorat ou territoire sous mandat ou hors de ce pays ;

Domestiques du sexe féminin ;

Domestiques du sexe masculin ;

Voitures automobiles de tourisme et puissance de chacune d'elles.

Les éléments à retenir sont ceux dont le contribuable et les membres de sa famille visés à l'article 3 ont disposé pendant l'année précédente

Art. 16. — Le contrôleur vérifie les déclarations.

Il peut demander au contribuable des éclaircissements.

Il peut, en outre, lui demander des justifications :

a) Au sujet de sa situation et de ses charges de famille ;

b) Au sujet des charges retranchées du revenu global par application de l'article 6 ci-dessus.

Il peut également lui demander des justifications lorsqu'il a réuni des éléments permettant d'établir que le contribuable peut avoir des revenus plus importants que ceux qui font l'objet de sa déclaration. En particulier, si le contribuable allègue la possession de bons ou de titres dont les intérêts ou arrérages sont exclus du décompte des revenus imposables en vertu de l'article 7 ci-dessus, le contrôleur peut exiger la preuve de la possession de ses bons ou titres et celle de la date à laquelle ils sont entrés dans le patrimoine de l'intéressé.

Art. 17. — Est taxé d'office :

1° Tout contribuable qui n'a pas fait sa déclaration et dont

le revenu net, déterminé comme il est dit aux articles 6, 7, 8, dépasse 80.000 fr. (déductions pour situation et charges de famille):

2° Tout contribuable qui s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications du contrôleur;

3° Tout contribuable dont les dépenses personnelles, ostensibles et notoires, augmentées de ses revenus en nature, dépassent le total exonéré et qui n'a pas fait de déclaration ou dont le revenu déclaré, déduction faite des charges énumérées à l'article 6, est inférieur au total des mêmes dépenses et revenus en nature. Dans le cas visé au présent paragraphe, l'administration, préalablement à l'établissement du rôle, notifie la base de taxation au contribuable qui dispose d'un délai de vingt jours pour présenter ses observations.

En cas de désaccord avec le contrôleur, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant la preuve de l'exagération de son imposition. Il supporte la totalité des frais de l'instance, y compris ceux de l'expertise. s'il y a lieu. Toutefois, si la base fixée par la juridiction compétente n'est pas supérieure de plus de 10 p. 100 au chiffre produit par le contribuable, ces frais incombent à l'administration.

Art. 18. — Le montant de l'impôt est majoré de 25 p. 100 pour le contribuable qui n'a pas souscrit de déclaration dans le délai prévu par l'article 13.

Dans le cas où le contribuable a déclaré un revenu insuffisant d'au moins un dixième, la même majoration est appliquée au droit correspondant au revenu non déclaré. La majoration est portée au quadruple de ces droits si l'insuffisance excédant le dixième du revenu imposable ou la somme de 20.000 fr., le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Art. 19. — Les rôles de la contribution exceptionnelle sont établis et le recouvrement en est poursuivi comme en matière de contributions directes.

Les réclamations relatives à la contribution exceptionnelle sont présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Art. 20. — Est tenu au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal, et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux de la contribution exceptionnelle.

Toutefois, lorsqu'une plainte régulière a été portée par l'administration contre un redevable et qu'une information a été ouverte, les agents de l'administration ne peuvent opposer le secret professionnel au juge d'instruction qui les interroge sur les faits faisant l'objet de la plainte.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'échange de renseignements entre l'administration coloniale considérée et l'administration métropolitaine ou les administrations financières de l'Algérie, des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

Art. 21. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de la contribution exceptionnelle qu'en ce qui concerne leur propre cotisation.

Art. 22. — Tous avis et communications échangés entre les agents de l'administration et concernant la contribution

exceptionnelle, doivent être transmis sous enveloppe fermée; ceux adressés aux contribuables par les agents de l'administration, seront transmis sous enveloppe fermée et recommandée.

Art. 23. — Quiconque en employant des manœuvres frauduleuses pour se soustraire en totalité ou en partie à l'établissement de la contribution exceptionnelle a dissimulé ou tenté de dissimuler des sommes auxquelles s'applique cet impôt, est passible indépendamment des sanctions fiscales établies par l'article 18, d'une amende de 1.000 à 5.000 fr., à condition que la dissimulation atteigne au moins 10 p. 100.

L'article 463 du code pénal peut être appliqué.

Les poursuites sont engagées sur la plainte de l'administration sans qu'il y ait lieu, au préalable, de mettre l'intéressé en demeure de faire ou de compléter sa déclaration. Elles sont portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel est situé le lieu de l'imposition.

Art. 24. — Les complices du délit visés à l'article précédent sont punis des mêmes peines, sans préjudice des sanctions disciplinaires, s'ils sont officiers publics ou ministériels.

Art. 25. — En aucun cas, les administrations de l'État, des départements, des colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat, et des communes, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'État, les départements, les colonies, protectorats, territoires sous mandat et les communes, de mêmes que tous les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents de l'administration des finances régulièrement délégués qui, pour établir la contribution exceptionnelle, leur demandent communication des documents de service qu'elles détiennent.

Art. 26. — Dans toute instance devant les juridictions civiles et criminelles, le ministère public peut donner communication des dossiers à l'Administration des contributions directes.

Art. 27. — L'autorité judiciaire doit donner connaissance à l'Administration des finances de toute indication qu'elle peut recueillir, de nature à faire présumer une fraude commise en matière fiscale ou une manœuvre quelconque ayant eu pour objet ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre un impôt, qu'il s'agisse d'une instance civile ou commerciale ou d'une information criminelle ou correctionnelle même terminée par un non-lieu.

Art. 28. — Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts souscrites tant par les intéressés eux-mêmes que par des tiers, tous banquiers, administrateurs de biens et autres commerçants faisant profession de payer des revenus de valeurs mobilières ou dont la profession comporte, à titre accessoire, des paiements de cette nature, ainsi que tous les commerçants, sont tenus de représenter à toute réquisition des agents des contributions directes régulièrement délégués les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du code de commerce, ainsi que tous livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

A l'égard des sociétés, le droit de communication prévu à l'alinéa précédent s'étend aux registres de transfert d'actions et d'obligations ainsi qu'aux feuilles de présence aux assemblées générales.

Art. 29. — Le refus de communiquer les livres, pièces et documents visés à l'article 28 sont constatés par un procès-

verbal et donnent lieu à l'application d'une amende de 1.000 à 10.000 fr. en principal,

Indépendamment de cette amende, les contrevenants doivent être condamnés à représenter les livres, pièces et documents non communiqués, sous une astreinte de 100 fr. au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte commence à courir du jour même de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui est dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié; elle ne cesse que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de l'Administration des contributions directes sur un des principaux livres de l'établissement ou de la société, que l'Administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée.

L'amende et l'astreinte sont prononcées par le conseil du contentieux administratif statuant comme en matière de contraventions, sur requête présentée sans frais par l'Administration des contributions directes.

La copie de la requête est notifiée aux contrevenants par les soins du conseil du contentieux administratif.

L'amende et l'astreinte sont recouvrées comme en matière de contributions directes.

Art. 30. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 31. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

DÉCRET complétant le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 fr.

(Du 1^{er} août 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment la loi du 29 juin 1918;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc

dans les colonies protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935, instituant dans la métropole une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80 000 fr.;

Vu le décret du 27 juillet 1935, instituant dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 fr.;

Vu le décret du 26 juillet 1935, complétant le décret du 16 juillet 1935, instituant une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 fr.;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 27 juillet 1935 susvisé est complété par l'alinéa ci-après :

« Pour le second semestre de l'année 1935, la contribution exceptionnelle sera calculée sur les revenus de 1934. Elle sera égale à la moitié de la contribution exceptionnelle qui serait due pour une année entière. »

Art. 2. — En ce qui concerne la contribution exceptionnelle due pour le second semestre de l'année 1935, les contribuables passibles de cette taxe auront, pour faire la déclaration prévue par l'article 13 du décret du 27 juillet 1935, un délai de deux mois, à compter de la promulgation du présent décret dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Mercy-le-Haut, le 1^{er} août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc.

(Du 1^{er} août 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de ceux des décrets fixant les mesures de défense de la monnaie qui ont été ou seront promulgués dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, s'appliquent aux collectivités publiques secondaires, telles que provinces, circonscriptions, communes, offices et autres qui y sont rattachés et aux établissements publics, à moins de dérogation explicitement spécifiée.

Il en est de même pour les entreprises concessionnaires ou subventionnés assurant un service public qui seront portées sur la liste prévue à l'article 1^{er} du décret du 16 juillet 1935 portant prélèvement sur les dépenses publiques.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Mercy-le-Haut, le 1^{er} août 1935.

ALBERT LEBRUN

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Décret accordant certains avantages aux petits rentiers frappés du prélèvement de 10 p. 100.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 8 août 1935

Monsieur le Président,

Lors de l'élaboration des décrets-lois publiés le 17 juillet, le Conseil des ministres avait été unanime à considérer que, par analogie avec les mesures prises en faveur des petits fonctionnaires, des allègements devaient être prévus en faveur des petits rentiers âgés frappés du prélèvement de 10 p. 100.

Le présent décret a pour objet de réaliser la promesse faite à cet égard par le Gouvernement.

Il prévoit que les porteurs âgés de plus de soixante-cinq ans et disposant d'un ensemble de revenus inférieur à 10.000 francs pourront obtenir le remboursement partiel du prélèvement de 10 p. 100 opéré sur le produit des titres en leur possession à la date du 17 juillet 1935.

Il y a lieu de noter que l'allègement dont il s'agit ne s'appliquera pas seulement aux porteurs actuellement âgés de soixante-cinq ans et que pourront également y prétendre ceux qui, ultérieurement, atteindront cet âge.

Pour éviter les abus qui pourraient résulter de cette faculté, il a été nécessaire de stipuler que seuls pourraient bénéficier de l'allègement les titres dont les porteurs auront demandé la mise sous la forme nominative dans un délai de six mois à dater de la publication du présent décret.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre profond respect.

DÉCRET

(Du 8 août 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances, du garde des sceaux, Ministre de la justice, du Ministre de l'intérieur, du Ministre de la guerre, du Ministre de la marine, du Ministre de l'air, du Ministre de l'éducation nationale, du Ministre des Travaux publics, du Ministre du commerce et de l'industrie, du Ministre de l'agriculture, du Ministre des colonies, du Ministre du travail, du Ministre des pensions, du Ministre des postes, télégraphes et téléphones, du Ministre de la santé publique et de l'éducation physique et du Ministre de la marine marchande.

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les porteurs français de fonds d'Etat dont les produits tombent sous le coup des dispositions des articles 1^{er} et 3 du décret du 16 juillet 1935, instituant un prélèvement de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, peuvent obtenir le remboursement partiel de ce prélèvement dans les conditions ci-après indiquées, sous réserve qu'ils justifient :

1^o Qu'ils avaient soixante-cinq ans ou plus au moment où ils ont touché les produits desdits titres; qu'ils résident habituellement en France, en Algérie, aux colonies, dans un pays de protectorat ou dans un territoire sous mandat;

2^o Que l'ensemble de leurs revenus est inférieur à 10.000 fr.;

3^o Que les titres en cause leur appartenaient le 17 juillet 1935, et que, dans le cas où ces titres étaient au porteur, ils ont fait l'objet d'une demande régulière de mise au nominatif dans le délai de six mois à dater de la publication du présent décret.

Art. 2. — Le remboursement prévu à l'article précédent s'élèvera à 50 p. 100 du prélèvement opéré. Il sera porté à 70 p. 100 dudit prélèvement lorsque le porteur justifiera que l'ensemble de ses revenus est inférieur à 8.000 francs.

Art. 3. — Ce remboursement ne pourra être demandé que pendant le semestre qui suivra celui de la perception des produits frappés du prélèvement.

Art. 4. — Toute déclaration inexacte sera punie d'une amende égale au quintuple des taxes dont le remboursement a été indûment obtenu, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 francs.

Art. 5. — Les modalités d'application du présent décret seront fixées par décret contresigné du Ministre des finances.

Art. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 7. — Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et tous les Ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

*Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,*
LÉON BÉRARD.

Le Ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

Le Ministre de la guerre,
JEAN FABRY.

Le Ministre de la marine,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de l'air,
G^l DENAIN.

Le Ministre de l'éducation nationale,
MARIO ROUSTAN.

Le Ministre des Travaux publics,
LAURENT EYNAC.

*Le Ministre du commerce et de
l'industrie.*
GEORGES BONNET.

Le Ministre de l'agriculture,
PIERRE CATHALA.

Le Ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Le Ministre du travail,
L^o. FROSSARD.

Le Ministre des pensions,
HENRI MAUPOIL.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones.*
GEORGES MANDEL.

*Le Ministre de la santé publique,
et de l'éducation physique,*
ERNEST LAFONT.

Le Ministre de la marine marchande,
WILLIAM BERTRAND.

DÉCRET *appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes.*

(Du 8 août 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854. ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 autorisant dans la métropole le remboursement anticipé des dettes ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRÈTE :

Article 1^{er}. — Le décret susvisé du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes est applicable dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 3. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,
LOUIS ROLLIN.

Décret autorisant le remboursement anticipé des dettes.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 16 juillet 1935.

Monsieur le Président,

Un des principaux facteurs d'aggravation de la crise actuelle réside incontestablement dans la disparité apparue entre les charges de capital contractées pendant la période de prospérité et les ressources amoindries dont disposent aujourd'hui les débiteurs pour s'acquitter de ces engagements.

Dans une période qui nécessite une adaptation constante des divers éléments de l'économie nationale, le maintien de clauses attribuant aux charges du capital une fixité excessive constitue incontestablement une anomalie économique.

A un moment, d'autre part, où toutes les classes de citoyens sont appelées à subir des réductions très sensibles de leurs revenus, la rigidité de ces clauses, dont les débiteurs n'ont pas toujours pu apprécier exactement la portée, constitue quelque peu une injustice sociale.

En vous soumettant les dispositions qui font l'objet du pré-

sont décret-loi, le Gouvernement a simplement cherché à rétablir le régulier fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande en permettant à tout débiteur de rembourser sa dette afin d'être à même d'adapter, s'il y a lieu, sa situation aux conditions plus favorables du marché ou de la conjoncture économique.

Le Gouvernement a toutefois estimé qu'une telle mesure, inspirée par des circonstances exceptionnelles, devait garder un caractère exceptionnel. Aussi en a-t-il limité l'application aux contrats en cours, en laissant aux parties, instruites par l'expérience de la crise actuelle, le soin de négocier librement à l'avenir leurs conventions. Il va donc de soi que, la conversion comportant novation de dette, les titres nouveaux que recevraient les détenteurs de fonds publics qui feraient l'objet d'une conversion seraient exempts du prélèvement de 10 p. 100 qui, en vertu d'une disposition expresse d'un autre décret-loi, ne doit pas s'appliquer aux titres des émissions qui seront réalisées à l'avenir.

Tel est l'objet du présent décret-loi.

La réglementation nouvelle s'applique à toutes les dettes civiles et commerciales contractées antérieurement au présent décret sans exception aucune, c'est-à-dire qu'elles aient été contractées par des personnes publiques ou privées. Un décret ultérieur déterminera les conditions dans lesquelles les débiteurs devront porter leurs offres de remboursement à la connaissance de leurs créanciers.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

DÉCRET

(Du 16 juillet 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances, du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Ministre du commerce,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Toute dette civile ou commerciale contractée par une personne publique ou privée antérieurement à la publication du présent décret peut, nonobstant toute clause contraire, être remboursée par anticipation.

La présente disposition ne s'appliquera pas aux contrats conclus postérieurement à la publication du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935,

Art. 3. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances, le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

*Le Ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.*

*Le Garde des sceaux, Ministre
de la justice,*

LÉON BÉRARD.

*Le Ministre du commerce,
GEORGES BONNET.*

DÉCRET portant réduction de 10 p. 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies.

(Du 8 août 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandats relevant du Ministère des colonies,

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction, dans la métropole, de 10 p. 100 des loyers ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction, dans la métropole, de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans les colonies, protectorats et territoires sous mandats relevant du Ministère des colonies, le prix actuel des loyers de tous locaux, appartements ou chambres loués nus ou en meublé, à usage d'habitation ou professionnel, est réduit, à titre exceptionnel et temporaire, de 10 p. 100, à compter du jour de la promulgation du présent décret dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré.

Toute majoration, sous quelque forme que ce soit, du nouveau prix ainsi déterminé, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur, sous une forme indirecte, telle que remise d'argent, de valeurs ou de cautionnement ou de reprise de mobilier, un prix de location dépassant le prix licite tel qu'il est fixé par le présent décret, sera frappée de nullité absolue.

En outre, toutes personnes les ayant frauduleusement exigées seront passibles des peines prévues à l'article 419 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts que pourront éventuellement réclamer les preneurs.

Art. 2. — Tout propriétaire d'un immeuble affecté à la garantie d'une créance hypothécaire et productif de loyers qui auront été réduits par application de l'article 1^{er} du présent décret, bénéficiera, à titre exceptionnel et temporaire, à compter de la promulgation du présent décret dans la colonie, le protectorat ou le

territoire sous mandat considéré, d'une réduction de 10 p. 100 sur le montant des intérêts de sa dette.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 4. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET fixant les modalités d'application aux colonies pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

(Du 8 août 1935)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 1^{er} août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies des mesures de défense du franc pour les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 30 juillet 1935 fixant les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1^{er}. — Les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques aux dépenses de personnel des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies sont fixées ainsi qu'il est indiqué dans les articles 2 à 7 inclus du décret du 30 juillet 1935 susvisé. Toute-

fois, les taux fixés à l'article 4 du décret du 30 juillet 1935 susvisé pourront être éventuellement modifiés par décret.

Art. 2. — Les dépenses de toute nature imputables aux budgets généraux, locaux, annexes, provinciaux et régionaux et assujetties au prélèvement sont ordonnancées pour leur montant brut, sans tenir compte du prélèvement, avec une annotation « à déduire, décret du 16 juillet 1935 » précisant au comptable le montant de la retenue à opérer lors du paiement.

Le comptable applique le prélèvement par voie de retenue effectuée de plein droit et inscrit le produit de cette retenue à un compte spécial de trésorerie tenu distinctement pour chaque budget.

En fin d'exercice, le Ministre des colonies arrête, après avis des chefs de colonie, l'emploi à donner au produit du prélèvement, compte tenu des dispositions du décret du 25 juillet 1935 susvisé.

En ce qui concerne les collectivités secondaires (communes, établissements publics, etc.) ainsi que les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public et dont la liste aura été établie par décret, le produit du prélèvement sera inscrit à un compte spécial de recettes dans la comptabilité de chaque collectivité ou organisme intéressé. En fin d'exercice, le Chef de la Colonie détermine le montant de l'économie réalisée et en arrête l'emploi, en conseil de Gouvernement, en Conseil d'Administration ou en conseil privé et pour ce qui est des communes, après avis du Maire.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 4. — Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et le Ministre des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du Ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

(Du 8 août 1935).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des finances et du Ministre des colonies ;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies ;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques ;

Vu le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, relevant du Ministère des colonies, du décret ci-dessus ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article 1^{er}. — Le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques sera appliqué dans les conditions ci-après aux entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public effectué totalement ou partiellement dans les territoires ou dans les eaux territoriales relevant du Ministère des colonies, ainsi qu'aux entreprises rétrocessionnaires ou rétrocessionnaires des précédentes.

Art. 2. — Les entreprises auxquelles le présent décret sera effectivement appliqué seront désignées par décret.

Art. 3. — Ne sont pas passibles du prélèvement de 10 p. 100 les paiements faits aux entreprises par les collectivités administratives, au titre de services faits.

Les subventions, garanties ou tout autre paiement spécifiés en vue d'assurer l'équilibre financier de l'entreprise ne seront diminués que dans les limites des prélèvements réalisés ainsi qu'il est indiqué au premier alinéa de l'article 5 ci-après.

Les subventions spécifiées à titre d'encouragement à l'entreprise, sans relation explicite avec l'équilibre financier de l'affaire, seront passibles du prélèvement temporaire de 10 p. 100 sans préjudice de la retenue éventuelle résultant de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article 5 ci-après.

Art. 4. — En exécution du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, les entreprises désignées conformément à l'article 1^{er} ci-dessus devront exercer les retenues prévues par ce décret sur les traitements et salaires, sur les arrérages des emprunts, notamment sur les intérêts obligataires et sur le produit des actions directement ou indirectement garantis par une collectivité administrative.

Art. 5. — Le prélèvement vise à l'article précédent devra être affecté, en premier lieu, à la diminution des versements des collectivités administratives aux entreprises, à l'exception des versements pour services faits, quelle que soit la forme de ce versement (subvention, garantie d'intérêt, etc...)

En second lieu, au remboursement des versements antérieurs quand il en est tenu un compte d'attente.

En troisième lieu, au développement et au perfectionnement des services ou à la réduction des tarifs.

Art. 6. — Le prélèvement sur les dépenses de personnel visé à l'article 2 du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général sur les dépenses publiques, pourra être réduit ou supprimé par arrêté signé du ministre des colonies, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances pour les entreprises ayant partiellement leur exploitation en territoire étranger.

Art. 7. — Il pourra être accordé, par décision du ministre des colonies, des dérogations en faveur des personnels ouvriers dont les conditions de travail et de rémunération sont celles de l'industrie privée lorsqu'il sera établi par l'entreprise que ces personnels ne bénéficient par ailleurs d'aucun avantage accordé, notamment par l'Etat, les colonies ou les collectivités secondaires (communes, établissements publics, etc...).

Art. 8. — Des arrêtés du ministre des colonies fixeront les modalités générales d'application du présent décret, notamment

l'organisation du contrôle des entreprises en vue de l'application du présent texte.

Art. 9. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

Art. 10. — Le président du conseil et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

(Du 8 août 1935)

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le Gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc ;

Vu le décret du 16 juillet 1935, instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques ;

Vu le décret du 8 août 1935, déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant ce prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques,

DECRETE :

Article 1^{er}. — Les entreprises visées par le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant ce prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, sont :

1^o Les entreprises assurant un service public dans l'exploitation :

a) Ou bien a fait l'objet d'un acte de concession, d'une convention, d'un contrat d'affermage, d'une rétrocession ou d'un sous-traité ;

b) Ou bien est subordonnée à une autorisation ou à une permission de voirie ;

c) Ou bien bénéficie d'une subvention, soit à titre direct, soit par application d'un sous-traité passé avec une entreprise concessionnaire ou subventionnée.

2^o Dans leurs relations avec les précédentes, les entreprises ayant obtenu des concessions ou des contrats d'exploitation et qui les ayant cédés perçoivent à ce titre des annuités, soit de collectivités publiques, soit des entreprises rétrocessionnaires.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

DÉCRET complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques.

(Du 8 août 1935.)

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

Vu l'article 121 de la loi de finances du 31 mai 1933 ;

Vu le décret du 24 octobre 1933, concernant l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques ;

Vu le décret du 23 septembre 1934 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret susvisé,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.—Le décret du 23 septembre 1934 est complété ainsi qu'il suit :

« Des arrêtés des gouverneurs détermineront les dépenses d'assistance résultant de textes locaux qui, par assimilation à celles qui sont énumérées à l'article 11 (paragraphe 10) du décret du 24 octobre 1933, seront exemptées de l'arrondissement au franc inférieur.

Art. 2.—Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LOUIS ROLLIN.

Le Ministre des finances,

MARCEL RÉGNIER.

MAGISTRATURE COLONIALE

(J. O. de la République Française du 28 juillet 1935, page 8241)

Par décret en date du 25 juillet 1935 rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. Baranger, Président du Tribunal de 3^{me} classe de Papeete (Etablissements français de l'Océanie), a été révoqué de ses fonctions.

Par décision du Conseil d'Etat en date du 5 janvier 1935, la décision du 17 février 1931 du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie infligeant un blâme avec inscription au dossier à M. Lavigne Jean, Comptable du Service des Travaux Publics a été annulée.

CIRCULAIRE

Paris, le 5 juillet 1935.

LE MINISTRE DES PENSIONS,

à M.M. les Directeurs du Service de Santé et de l'Intendance de la 15^e Région militaire, les Directeurs des arrondissements maritimes, les Directeurs des Services de Santé et de l'Intendance du Groupe des colonies, le Président de la Commission Consultative médicale.

1.— L'article 74 de la loi du 31 mars 1919 dispose que les droits à pension définitive ou temporaire des militaires et marins indigènes des colonies et pays de protectorat, autres que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et ceux de leurs ayants-cause, sont déterminés par décret.

2.— En application de cette règle, les articles 72 et 87 de la loi de finances du 28 février 1933 portant modifications aux articles 3, 5 et 7 de la susdite loi du 31 mars 1919, ont été rendus applicables aux militaires et marins indigènes coloniaux par décret du 13 octobre 1934 (J.O. de la R.F. des 22 et 23 octobre 1934 - page 10.629) qui modifie l'article 6 du décret du 16 avril 1932 portant règlement d'administration publique en matière de pensions d'invalidité pour les indigènes en cause.

3.— Aux termes des deux premiers paragraphes du nouvel article 6 du décret du 16 avril 1932, l'article 72 de la loi du 28 février 1933 est applicable à compter du 3 mars 1933. Ce point particulier ne soulève aucun commentaire.

4.— Par contre le paragraphe 3 dudit article du décret n'a pas précisé le point de départ du nouveau régime des pensions temporaires en exécution de l'article 87 de la loi du 28 février 1933.

5.— Il y a donc lieu de fixer ce point de départ à un jour franc après la promulgation du décret du 13 octobre 1934 dans chaque colonie ou groupe de colonies où le statut de l'indigénat est toujours en vigueur et où le recrutement est organisé par décret.

6.— Le tableau ci-après fournit à cet égard toutes les précisions utiles aux différents organes ayant à connaître des affaires concernant les pensions d'invalidité des indigènes coloniaux et de leurs ayants-cause.

Colonies.	Promulgation.	Date d'application.
Afrique :		
A.O.F.	24 novembre 1934	
	J.O. de la Colonie	26 novembre 1934
	même jour	
A.E.F.	1 ^{er} février 1935	
	J.O. de la Colonie	3 février 1935
	même jour	
Cameroun	15 décembre 1934	
	J.O. du Territoire	17 décembre 1934
	même jour	
Madagascar	24 novembre 1934	
	J.O. de la Colonie	26 novembre 1934
	même jour	
Côte française des Somalis	16 novembre 1934	
	Arrêté du même jour	18 novembre 1934
Togo	Renseignements non parvenus ; la présente circulaire sera ultérieurement complétée sur ce point.	

Asie :

Indochine	19 décembre 1934	
	J.O. de la Colonie	31 décembre 1934
	29 décembre 1934	
Etablissements	17 novembre 1934	
français de l'In-	J.O. de la Colonie	26 novembre 1934
de (pour les non	24 novembre 1934	
renonçants seu-		
lement)		

Pacifique :

Nouvelle-Calédo-	12 février 1935	
nie	Arrêté 130 du même jour	14 février 1935
Etablissements	5 février 1935	
français de l'O-	Arrêté 86 du même jour.	7 février 1935.
céanie (pour les		
sujets français		
seulement).		

7.— Sauf en ce qui concerne le point de départ, les dispositions prévues pour les tributaires français de la loi du 31 mars 1919, à l'égard des pensions temporaires d'invalidité, en exécution de l'article 87 de la loi de finances du 28 février 1933, sont applicables aux indigènes coloniaux qui tirent leurs droits des décrets du 16 avril 1932.

8.— Il convient donc de se reporter aux prescriptions fournies par les circulaires.

0533/Ad 191 E.M.P. du 16 juin 1933

0535/Ad du 29 juin 1933

respectivement publiées aux pages 759 et 871 du recueil n° 10 des documents intéressant la législation des Pensions, sous la condition de substituer à la date du 2 mars 1933, chaque fois qu'elle y est mentionnée, l'une des dates figurant dans le tableau ci-dessus de la présente circulaire, pour chacune des colonies intéressées.

Pr le Ministre et par son ordre,
*Le Directeur de la Liquidation
des Pensions,*

Signé : A. ESPIARD.

Pour ampliation :

*Le Chef du 5^e bureau de
la Liquidation,*

Signé : OUARIEL.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 718 a.g.f., accordant une avance sur pension à M. Viénot (Edmond), Commis auxiliaire principal de 1^{re} classe du Service local en expectative de retraite.

(Du 31 août 1935).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924, créant une Caisse Intercoloniale de Retraites ;

Vu la demande de pension de M. Viénot (Edmond), en date du 23 mars 1934 à M. le Ministre des colonies ;

Vu la note de la liquidation et de concession n° 2598 de la Caisse Intercoloniale de Retraites en date du 20 juin 1935 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 17.278/98 en date du 26 juin 1935, Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 13 mars 1935, il est alloué à titre d'avance sur pension à M. Viénot (Edmond) une allocation provisoire annuelle de *Cinq mille quatre cent quarante francs* (5.440 frs).

Art. 2. — La dite allocation imputable au compte "avances consenties aux fonctionnaires soumis au régime de la Caisse Intercoloniale de Retraites" sera payable par trimestre et à terme échu. Le montant de ces avances sera repris lors de la liquidation de la pension définitive.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 31 août 1935.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 719 a.g.f., chargeant une Commission de constater l'état de la goélette du Service local dénommée "Frégate" après son échouement sur les récifs de Tetiaroa.

(Du 31 août 1935).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents :

Vu l'échouement sur les récifs de Tetiaroa de la goélette du Service Local dénommée "Frégate",

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une Commission composée de :
MM. le Lieutenant de Vaisseau Mourral, Com-
mandant de la Marine,
Breul, Chef du Service des Travaux Publics,
Bailly Georges, Administrateur de l'inscription
maritime,

*Président ;
Membre ;*

est chargée de relever les avaries survenues à la goélette du Service local "Frégate" et de constater l'état général de ce petit navire, dès sa mise à terre.

Art. 2. — La Commission dressera procès-verbal de ses opérations et constatations et formulera toutes propositions utiles pour la remise en état de ce navire.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et notifiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 août 1935.

H. SAUTOT.

DÉCISION n° 724 a.g.f., désignant les Membres du Conseil Privé chargés de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'Administration pour l'exercice 1934.

(Du 3 septembre 1935.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 400 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie de la Commission chargée de constater la concordance des comptes de gestion du Trésorier-Payeur et du compte définitif de l'Administration pour l'exercice 1934 :

MM. Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines, Conseiller Privé, *Président* ;
Ahne Edouard, Conseiller Privé, *Membre* ;
Marhic, Chef du Service des Douanes, Conseiller Privé, —

Art. 2. — La Commission se réunira à la Trésorerie de Papeete sur la convocation de son Président et dressera procès-verbal de ses constatations.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 septembre 1935.

H. SAUTOT.

ARRÊTÉ autorisant la formation d'une Association Agricole à Uturoa.

Par arrêté du Gouverneur en date du 5 septembre 1935, est autorisée la formation à Uturoa, Ile Raiatea, d'une Association Agricole dite "*La Sympathique*", conformément aux statuts annexés au présent arrêté.

Le Gouverneur p.i.,
H. SAUTOT.

ARRÊTÉ n° 736 a.g.f., accordant remise partielle de debet à M. Le Guen, Commis principal des P. T. T.

(Du 5 septembre 1935).

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu la lettre n° 238 p. du 26 décembre 1931 de M. Le Guen adressée à M. l'Administrateur des Iles Sous-le-Vent et relative à un vol de 5.000 francs effectué au bureau de poste d'Uturoa ;

Vu le procès-verbal du 4 janvier 1932 de la commission chargée d'examiner le coffre-fort du Bureau de poste d'Uturoa ;

Vu les arrêtés n° 17 s. g. du 9 janvier 1932 et 276 s.g. du 25 mars 1932 constituant M. Le Guen en débet pour une somme globale de 4.811 francs 46 ;

Vu les procès-verbaux de réintégration de fonds des 14 janvier et 16 mars 1932 ;

Vu la requête en date du 25 juin 1932 enregistrée au Gouvernement le 12 juillet 1932, formulée par M. Le Guen, sollicitant, à titre gracieux, la remise totale du débet ;

Vu le procès-verbal de la séance plénière du 12 août 1932 du Conseil d'Administration de la Colonie dans lequel il est fait mention que le dit Conseil faisant état de la responsabilité de l'Administration locale, admettait le principe qu'une remise partielle du débet de M. Le Guen serait équitable ;

Vu la lettre n° 349 s. g. du 15 août 1932 transmettant à M. le Ministre des Colonies le dossier concernant le débet de M. Le Guen et dans laquelle le Gouverneur de l'époque concluait en proposant à M. le Ministre des Colonies qu'une remise de la moitié du montant de son débet soit accordée à M. Le Guen ;

Vu la décision du Ministre des Colonies en date du 14 mai 1935 ne laissant à la charge de M. Le Guen qu'une somme de 2.405 francs 73 centimes ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisé, au bénéfice de M. Le Guen, commis principal du Cadre Métropolitain des P. T. T., le remboursement de la somme de *Deux mille quatre cent cinq francs soixante treize centimes* (2.405 73).

Cette dépense sera inscrite au chapitre 8 article 7 § 1 du budget local de l'exercice en cours.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 septembre 1935.

H. SAUTOT

DÉCISION n° 748 i. p., prononçant des mutations dans le service de l'Instruction publique.

(Du 13 septembre 1935.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté local du 1^{er} août 1914 réorganisant le Service de l'Instruction publique ;

Vu la décision n° 686 c., du 31 août 1931 affectant M^{lle} Tehei à l'Ecole de Papeari, la décision n° 392 du 26 août 1924 affectant M^{me} Teamotusaitau (Rosa) à l'Ecole de Papetoni, la décision n° 662 du 13 décembre 1929 chargeant M^{lle} Tepea de la direction de l'Ecole de Vaiaie, la décision n° 115 i. p., du 23 février 1934, nommant M. Tisseron moniteur à l'Ecole de Fare (Huahine), la décision n° 760 du 3 septembre 1932 affectant M^{lle} Bonno à l'Ecole d'Arue ;

Vu les demandes de changement de poste présentées par M^{me} Mariassoucé (née Tepea) et M. Tisseron ;

Vu le compte-rendu relatif aux Ecoles de Papeari et Taravao présenté le 28 mars 1935 par le Chef du Service de l'Enseignement ;

Considérant que les effectifs scolaires des écoles de Papeari (Tahiti) et Papetoni (Moorea) ayant sensiblement diminué il y a lieu de réduire momentanément le personnel affecté à ces établissements ;

Vu la demande des habitants du district de Haapu (île Huahine) et considérant leur collaboration active à la construction d'une école et d'un logement dans le village ;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Instruction publique ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Tisseron, moniteur à l'Ecole de Fare (Huahine) est affecté à l'Ecole de Haapu ;

M^{lle} Tehei (Averii) institutrice de 6^{me} classe adjointe à l'Ecole de Papeari, est affectée en qualité d'adjointe à l'Ecole de Fare en remplacement de M. Tisseron ;

M^{lle} Bonno, Institutrice suppléante à Arue est affectée en qualité d'adjointe à l'Ecole de Taravao ;

M^{me} Mariassoucé (née Tepea), institutrice de 4^{me} classe, directrice de l'Ecole de Vaïare est nommée directrice de l'Ecole d'Arue, en remplacement de M^{lle} Bonno ;

M^{lle} Teariki (Teraipois) institutrice de 5^{me} classe, adjointe à l'Ecole de Vaïare, est nommée directrice de cette école, en remplacement de M^{me} Mariassoucé ;

M^{me} Teamotuaitau (Rosa), institutrice de 6^{me} classe, adjointe à l'Ecole de Papetoai, est affectée comme adjointe à l'Ecole de Vaïare en remplacement de M^{lle} Teariki ;

Art. 2.— La présente décision aura effet du 16 septembre 1935 et sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 septembre 1935.

II. SAUTOT.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 715 du 30 août 1935.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1935, le traitement du Brigadier de Police d'Uturoa, Eriko a Tefaatau, dit Jean Farone est portée à *Trois mille francs l'an* (3.000 frs).

2. — *Par décision n° 729 du 5 septembre 1935.* — Est rapportée la décision n° 645 a.g.f., du 5 août 1935.

Est acceptée la démission de ses fonctions de chef du district de Maroe (Huahine) archipel des Iles Sous-le-Vent, offerte par M. Autao a Teriiteporouarai.

M. Flohr (Edwin, Toimatatua) est nommé chef de 3^e classe du district de Maroe pour compter de la date de son installation.

Il percevra à ce titre un traitement annuel de sept cent vingt francs (720 frs) soumis aux prélèvements en vigueur.

* * *

DOUANES ET CONTRIBUTIONS.

1. — *Par décision n° 744 du 6 septembre 1935.* — Le Sous-brigadier de 2^e classe du cadre métropolitain des douanes, Clottes André, reconnu admissible au concours du 22 mars 1935, est nommé brigadier de 3^e classe pour compter du 1^{er} octobre 1935.

* * *

ENREGISTREMENT ET DOMAINES

1. — *Par décision n° 734 du 5 septembre 1935.* — La démission de son emploi d'auxiliaire au Service Topographique offerte par M. Pomel, est acceptée pour compter du 16 septembre 1935.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 723 du 3 septembre 1935.* — Est prorogée, sur sa demande, pour une deuxième période d'un an et à compter du 1^{er} septembre 1935 la position de disponibilité sans solde de M^{me} Pia (Hélène), Institutrice de 4^{me} classe du cadre local, domiciliée à Paris.

* * *

JUSTICE.

1. — *Par arrêté n° 747 du 13 septembre 1935.* — M. Allaume Joseph, ancien gendarme, est nommé huissier-suppléant près les Tribunaux de Papeete.

Avant d'entrer en fonctions, M. Allaume prêtera serment devant le Tribunal supérieur.

* * *

POLICE.

1. — *Par décision n° 728 du 5 septembre 1935.* — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'agent de Police auxiliaire Allen White en service à Haapiti (Moorea) pour avoir quitté son poste pendant trois jours sans autorisation.

Il sera opéré sur la solde du mois de septembre 1935 de cet agent une retenue de trois jours en remboursement de la solde perçue pendant ses journées d'absence.

* * *

TRAVAUX PUBLICS.

1. — *Par décision n° 726 du 4 septembre 1935.* — Le permis de conduire les automobiles, délivré au nommé Mataeraa a Teiva, le 30 mai 1925, sous le N° 851, est annulé.

* * *

TRÉSOR

1. — *Par décision n° 717 du 31 août 1935.* — Un congé administratif de 7 mois à passer à Paris est accordé à M. Signoret (Gabriel), Commis principal de 4^{me} classe de la Trésorerie du Cadre Métropolitain, classé comme Commis principal de 3^{me} classe dans le Cadre local de la Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.

Ce fonctionnaire prendra passage en 1^{re} classe sur le paquebot des Messageries Maritimes "*Ville de Verdun*" devant quitter Papeete le 1^{er} septembre 1935 à destination de Marseille.

2. — *Par décision n° 743 du 9 septembre 1935.* — L'indemnité de Caisse annuelle de 1.500 francs attachée à la fonction de Caissier de la Trésorerie de Papeete par l'arrêté interministériel du 29 janvier 1929, indemnité ramenée à 1.200 francs par application de l'arrêté local du 28 janvier 1935 n° 62, sera payée à M^{lle} Fougrouse Germaine, chargée de cette fonction par le Trésorier-Payeur de la Colonie.

AVIS OFFICIELS

Résultats des Elections des 11 et 25 août 1935 pour le renouvellement des Membres des conseils de districts.

(Suite du Journal officiel du 1^{er} septembre 1935).

District de Tubuai.

MM. Hauata Tearai	Président ;
Florès Tahua	Vice-Président ;
Haupuni Maurihaura	Conseiller titulaire ;
Turina Paora	id.
Aie Toatua	id.
Tamarono Haatu	Conseiller suppléant ;
Tanerau Mamaha	id.

Vu :

Le Gouverneur p. i.,
H. SAUTOT.

AVIS

MM. les exportateurs de café et de banane sont informés que par dépêche n° 1612 du 4 juin 1935, le Ministre des Colonies a fait connaître que par décision en date du 10 mai 1935, la Colonie des Établissements français de l'Océanie avait été écartée de la répartition des fonds au titre du café et de la banane. Il est donc rappelé aux intéressés qu'aucune prime ne sera plus distribuée pour les exportations effectuées depuis le 1^{er} janvier 1935.

Le Gouverneur p. i.
H. SAUTOT.

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois d'août 1935.

ENTRÉES

1. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
1. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
2. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
5. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
6. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
6. Croiseur anglais *Dunedin*, de 4.850 tonneaux.
6. Yacht américain *Director*, de 27 tonneaux.
8. Cotre français à voiles *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
8. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 30 tonneaux.
9. Cotre français à voiles *Tevaiaora*, de 11 tonneaux.
9. Cotre français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
10. Vapeur anglais *Maunganui* de 7.527 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
12. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
18. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
21. Cotre français à moteur *Teheimarumaruru*, de 19 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
24. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 t.
26. Cotre français à voiles *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
26. Motor-Yacht anglais *Sheaf Holme*, de 4811 tonneaux.
27. Aviso anglais *Leith*, de 1.105 tonneaux.

27. Cotre français à voile *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
28. Canonnière française à moteur *Zélée*, de 135 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Frégate* de 17 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
30. Vapeur français *Ville de Verdun*, de 7.007 tonneaux.
31. Cotre français à moteur *Heitara*, de 9 tonneaux.

SORTIES

1. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
4. Cotre français *Heitara*, de 9 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Moruroa*, de 100 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 33 ton.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
10. Vapeur anglais *Maunganui*, de 7.527 tonneaux.
10. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
10. Cotre français à voiles *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
10. Cotre français à moteur *Miti Ninamu*, de 15 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 35 tonneaux.
13. Croiseur anglais *Dunedin*, de 4.850 tonneaux.
13. Vapeur anglais *Makura*, de 8.075 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
14. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
14. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
15. Yacht américain *Idle Hour*, de 8 tonneaux.
15. Cotre français à moteur *Tevaiaora*, de 11 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Ramona*, de 76 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
17. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
19. Cotre français à moteur *Taiamani*, de 30 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 71 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Moruroa* de 100 tonneaux.
21. Cotre français à moteurs *Vaitangi*, de 30 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
23. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *Mouette*, de 64 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Rovine*, de 29 tonneaux.
26. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
28. Motor-Ship anglais *Sheaf Holme*, de 4811 tonneaux.
28. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 33 ton.
30. Cotre français à voiles *Teheimarumaruru* de 19 tonnaeux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e G. CAPRON, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Le Vendredi 4 octobre 1935 à 8 heures du matin en

L'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur de :

Moitié des droits sur la terre "MOTUFARA"

sise au district d'Iripau, île Tahaa, Archipel des Iles Sous-le-Vent.

Désignation :

LOT UNIQUE

Moitié des droits sur la terre "*Motufara*" sis sur le territoire du district d'Iripau, île Tahaa, Archipel des Iles Sous-le-Vent, d'une superficie d'environ soixante douze hectares cinquante sept ares, bornée du côté de la montagne par la montagne où elle mesure mille trois cent cinquante mètres, du côté de la mer par le rivage, sur lequel elle mesure mille quatre cent trente et un mètres vingt centimètres environ, au Nord par la terre Puupai sur laquelle elle mesure deux cent quatre vingt onze mètres quarante centimètres environ, du côté de l'Ouest, par la terre Tauratapu, sur laquelle elle mesure quatre cent dix sept mètres soixante dix centimètres environ, par la terre Fareirii sur laquelle elle mesure cent cinq mètres soixante centimètres environ et par la terre Teiriri sur laquelle elle mesure cent soixante neuf mètres vingt centimètres environ.

Cette terre compte environ cinq mille cocotiers.

Mise à prix.— Quinze mille francs, ci **15.000 »**

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 5 septembre 1935.

Ladite vente a été autorisée par jugement du Tribunal de Commerce de Papeete du 12 mars 1935.

Fait et rédigé à Papeete, le 6 septembre 1935, par le Défenseur poursuivant soussigné.

GASTON CAPRON.

Étude de M^e G. CAPRON, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Le Vendredi 4 octobre 1935 à 8 heures du matin en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur de :

UNE PROPRIÉTÉ AVEC MAISON

sise à Papara.

Désignation :

LOT UNIQUE

Une propriété sise à Papara, comprenant la terre "*Tuebu*" d'une contenance d'un hectare quatre vingts ares, ladite terre traversée par la route de ceinture et une grande maison d'habitation en bordure de mer, de onze mètres de long sur dix mètres de large.

On trouve sur cette terre de nombreux arbres fruitiers.

Mise à prix — Quinze mille francs, ci **15.000 »**

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 5 septembre 1935.

Ladite vente a été autorisée par jugement du Tribunal de Commerce de Papeete du 12 mars 1935.

Fait et rédigé à Papeete, le 6 septembre 1935, par le Défenseur poursuivant soussigné.

GASTON CAPRON.

Etude de M^e GASTON CAPRON, Défenseur à Papeete.

X A VENDRE

Le Vendredi 4 octobre 1935,

à 8 heures du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, de :

DEUX TERRES

sises à Haapiti, Ile Moorea.

Désignation :

1^{er} LOT

La terre "*Paia*" sise au district de Haapiti (Moorea) d'une contenance approximative de quatre vingts hectares, tant en plaine qu'en montagne.

Ladite terre est bornée : du côté de la mer par la mer où elle mesure huit cent soixante dix mètres, du côté de l'intérieur par la montagne où elle mesure huit cents mètres, du côté du district d'Afareaitu par la terre Paraua où elle mesure mille mètres, du côté du district de Papetoai, par la terre Maaitiatuivaere où elle mesure également mille mètres.

Sur cette terre se trouvent six cents cocotiers environ ainsi que de nombreux arbres fruitiers.

Elle possède en outre une rivière et il est indiqué que les bateaux peuvent accoster près du rivage pour le chargement du coprah.

Mise à prix : Trente mille francs, ci **30.000 »**

2^{me} LOT

Les terres "*Ofaitalara, Teruruhuero*" et "*Farevi*" sises au district de Haapiti, Ile Moorea.

Ces terres d'un seul tenant sont situées à un kilomètre environ du rivage de la mer.

On y accède par un sentier qui conduit au fond de la vallée. Elles sont limitées :

Du côté de la Montagne par la terre Tenuiroa sur une longueur de sept cents mètres, du côté du district d'Afareaitu, par la terre Raurea sur une longueur de sept cents mètres, du côté du district de Papetoai par la terre Teiviroa sur une longueur de six cent quatre vingt deux mètres, du côté de la mer par la terre Araitevava sur une longueur de six cent quarante mètres.

Leur superficie est de quarante six hectares vingt sept ares.

On y trouve sur ces terres quatre cents jeunes cocotiers environ et de nombreux arbres fruitiers.

Mise à prix : Quinze mille francs, ci **15.000 »**

Le cahier des charges pour parvenir à ces ventes a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le cinq septembre mil neuf cent trente cinq.

Lesdites ventes ont été ordonnées, à la requête de M. Chin Foo, ancien banquier, demeurant à Papeete, suivant jugement du Tribunal de Commerce de Papeete du 12 mars 1935.

Fait et rédigé à Papeete, le 6 septembre 1935 par le Défenseur poursuivant soussigné.

GASTON CAPRON.

Étude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Par licitation et sur baisse de mise à prix.

LE VENDREDI 11 OCTOBRE 1935
à 8 heures du matin

au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, les immeubles ci-après désignés :

Aux requête, poursuite et diligence de :

Madame Teheiaura a Tani dite Fano vahine, Veuve de Monsieur Fano a Metua, propriétaire demeurant au district de Pirae, pour laquelle domicile est élu à Papeete, rue du Commandant Destremau, en l'étude de M^e Léonce Brault, Défenseur ;

Contre :

Madame Faahutini Richmond, propriétaire demeurant à Papeete, prise en qualité de tutrice légale de son fils mineur Fano a Metua, enfant naturel reconnu de Monsieur Fano a Metua, ayant M^e Ahnne pour Défenseur.

En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, en date du 12 avril 1935, enregistré et signifié, lequel a ordonné la vente par licitation de diverses terres sises à Papeete, quartier de Mamao, dépendant de la succession de Monsieur Fano a Metua et encore d'un jugement en date du 13 septembre 1935.

Premier lot :

Une parcelle de la terre "Mamao", située à Papeete, quartier de Mamao, sur une petite colline, à quatre cents mètres environ de la route de ceinture, limitée :

A) Au Nord et à l'Ouest par une propriété appartenant à M^{me} Mere Richmond où elle mesure : Vingt-sept mètres quatre-vingts (27 m. 80), trente et un mètres (31 m.) et trente quatre mètres soixante dix (34 m. 70) ;

B) Au Sud par une propriété appartenant à la Corporation Catholique de l'Océanie où elle mesure : trente six mètres quatre-vingt-dix (36 m. 90) et soixante sept mètres cinquante (67 m. 50) ;

C) A l'Est par : 1^o une propriété appartenant à M^{me} Ver-naudon où elle mesure vingt mètres vingt-cinq (20 m. 25) et 2^o une propriété de la Commune de Papeete où elle mesure trente cinq mètres quatre-vingts (35 m. 80) et quatorze mètres (14 m.) ;

Cette terre, d'une superficie de quatre mille quatre cent seize mètres carrés (4.416 m.²), est plantée de vingt-huit cocotiers dont vingt-cinq en rapport.

On y accède par un sentier pour piétons ; bonne terre pour la culture.

Deuxième lot :

Une parcelle de la terre "Mamao", située au même lieu, sur un terrain plat, à cent cinquante mètres environ de la route de ceinture, limitée :

A) Au Nord, par une propriété de la Commune de Papeete, où elle mesure trente cinq mètres quatre vingt-cinq (35 m. 85) et vingt deux mètres trente (22 m. 30) ;

B) A l'Est, par une propriété appartenant à M^{me} Mere Richmond, où elle mesure trente huit mètres cinquante (38 m. 50) ;

C) Au Sud, par une propriété appartenant à M^{me} Tehaavi a Mato, où elle mesure soixante mètres (60 m.) ;

D) A l'Ouest, par une propriété appartenant à M^{me} Teanuia Topa, où elle mesure vingt-neuf mètres quatre-vingts (29 m. 80) ;

Cette terre d'une superficie de deux mille soixante cinq mètres carrés cinquante (2.065.250), est plantée de sept cocotiers en rapport, d'un avocatier et quelques manguiers dont un en rapport, on y accède par une route carrossable, bonne terre pour la culture et pour la construction d'une habitation.

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, à Papeete, conformément à la loi.

Mises à prix :

Le mises à prix ont été fixées, par le jugement précité du 13 septembre 1935, comme suit :

Premier Lot. — Cent francs, ci. 100 fr.

Deuxième Lot. — Cent francs, ci ... 100 fr.

Fait et rédigé par M^e Léonce BRAULT, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 13 septembre 1935,

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Étude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Sur saisie immobilière.

Le Vendredi 11 octobre 1935.

à 8 heures du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, EN UN LOT, les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE : (Ancien 1^{er} Lot) — Une parcelle de terre divise, sise au district d'Afaahiti, d'une superficie de vingt-huit hectares quarante-cinq ares quatre-vingt-douze centiares (28 ha 45 a 92 ca) ainsi qu'il résulte d'un plan dressé par le Service Topographique de la Colonie, en date du trente janvier mil neuf cent trente.

Cet immeuble est composé d'une partie des terres "HIUPE" "AHERI" et "VAIHORA", ayant fait l'objet d'une vente par M. Bernière Paul à M. William Jamet, suivant acte du 23 avril 1930 — Ses limites sont :

Au Nord, la propriété Paul Bernière (anciennement Falco-Lévy) sur une longueur de huit cent soixante-dix mètres (870 m.) ;

Au Sud, la grande limite du district de Vairao-Afaahiti, sur une longueur de neuf cent trente-deux mètres (932 m.) ;

A l'Est, par la propriété de la Succession de M^{me} Marautaroa Salmon, sur une largeur de trois cent dix mètres (310 m.) ;

Du côté opposé, par la propriété Chin Foo, sur une largeur de deux cent quarante-sept mètres (247 m.) ;

L'on trouve sur cette parcelle de terre une petite case pour gardien, construite en bois, couverte en tôle, composée d'une pièce et d'une vérandah et un grand séchoir à coprah ;

Elle est plantée de cocotiers sur sa plus grande partie, et rapporte actuellement huit tonnes de coprah environ par an, avec des possibilités de douze tonnes après débroussaillage.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, poursuites et dili-

gences de M. Henri Villierme, Directeur de la Caisse Centrale Agricole Mutuel agissant ladite Caisse Centrale en sa qualité de liquidatrice de la Caisse Agricole et en vertu d'une délibération du Comité Directeur de ladite Caisse Centrale, ayant M^e Léonce Brault pour Défenseur, demeurant rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Assaud Pierre, Huisier des Tribunaux séant à Papeete, en date du 5 juin 1935 et 2^e par un procès-verbal rectificatif en date du 4 juillet 1935, ces exploits enregistrés et transcrits après dénonciation aux saisis : 1^o M. Paul Bernière; 2^o M. William Jamet, au Bureau des hypothèques de Papeete, le 9 juillet 1935, Vol. 11, N^o 14, conformément à la loi.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix suivante fixée par la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.

Lot unique. — Dix mille francs, ci... 10.000 fr.

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du code de procédure civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par M^e Léonce Brault, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 27 août 1935.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Étude M^e de LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Sur saisie immobilière.

Le Vendredi 18 octobre 1935.

à 8 heures du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, EN UN LOT, les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE :

Trois terres d'un seul tenant, savoir :

1^o La terre "**Vaitiare**", située au centre du village d'Atiha (île Moorea), d'une superficie de onze hectare vingt ares environ (11 ha. 20 a.);

Bornée du côté de la mer, par les terres "Aiore" et "Faarootii", où elle mesure trois cent cinquante mètres environ (350 m.);

Du côté de l'intérieur, par la terre "Afaifaa", où elle mesure trois cent cinquante mètres environ (350 m.);

Du côté d'Afareaitu, par les terres "Tevairoaeonihinihi et Tuatini" où elle mesure trois cent vingt mètres environ (320 m.);

Elle est plantée de cent cinquante cocotiers âgés de dix ans environ dont une vingtaine en rapport;

L'on y trouve en outre des plants de café et de vanille.

2^o La terre "**Aiore**", située au bord de la mer, d'une superficie de deux hectares quatre-vingt-dix ares environ (2 ha. 90 a.),

Bornée du côté de la mer, par le rivage, où elle mesure deux cent trente-trois mètres environ (233 m.);

Du côté de l'intérieur, par les terres "Vaitiare et Faarootii", où elle mesure cent soixante-six mètres environ (166 m.);

- Du côté d'Afareaitu, par la terre "Atiehu", où elle mesure deux cent cinquante mètres environ (250 m.);

Et du côté de Papetoai, par la terre "Teaitua" où elle mesure cinquante mètres environ (50 m.);

Elle est traversée par la route de ceinture et est arrosée par un petit ruisseau;

Elle est plantée de quatre cents cocotiers en rapport, maïore et avocatiers;

L'on y trouve une maison construite en bois de sapin et couverte en tôles.

3^o La terre "**Faarootii**", située à trois cents mètres de la mer, d'une superficie de six hectares environ (6 ha.);

Bornée du côté de Papetoai, par la terre "Teapihi", où elle mesure deux cent vingt mètres environ (220 m.);

Du côté d'Afareaitu, par les terres "Tevairoaeonihinihi et Tuatini", où elle mesure deux cent vingt mètres environ (220 m.);

Du côté de la mer, par les terres "Aiore et Faarootii", où elle mesure trois cent cinquante mètres environ (350 m.);

Et du côté de l'intérieur, par la terre "Vaitiare" où elle mesure deux cents mètres environ (200 m.);

Elle est plantée de cocotiers, orangers et avocatiers.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. le Gouverneur des Établissements français de l'Océanie, poursuites et diligences de M. Henri Villierme, Directeur de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel, agissant ladite Caisse Centrale en vertu d'une délibération du Comité Directeur de ladite Caisse Centrale, ayant M^e Léonce Brault pour Défenseur, demeurant rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Paquier Albert, huissier auxiliaire séant à Moorea, en date 1^{er} juillet 1935, enregistré et transcrit après dénonciation aux saisis : 1^o M. Temeehu a Tehuritaua; 2^o M^{me} Tetupaia a Ruarei épouse du sus-nommé, au Bureau des hypothèques de Papeete, le 24 juillet 1935, Volume 11, n^o 15, conformément à la loi.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix suivante fixée par la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.

Lot unique : Cinq mille francs, ci... 5.000 fr.

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du code de procédure civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé, par M^e Léonce Brault, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 27 août 1935.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Étude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Sur saisie immobilière.

Le Vendredi 18 octobre 1935,

à huit heures du matin.

En l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, au plus offrant et dernier enchérisseur, en UN LOT, les biens immeubles dont la désignation suit, savoir :

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE : 1. — Les droits indivis appartenant aux époux Prosper LIOT, dans les terres ci-après sises dans la vallée de Fautau, district de Pare :

1° La terre "*Tearapae*" s'étendant depuis la terre de Tura jusqu'à celle de Nera, sur une largeur de cent soixante mètres environ (160 m.) et depuis la crête de la montagne jusqu'à la terre Motumano, sur une longueur de trois cent soixante mètres (360 m.) environ.

2° La terre "*Tehaamatua*", s'étendant depuis Hopararoa jusqu'à la terre Pae sur une largeur de cent soixante dix sept mètres (177 m.) et depuis la terre de Tura jusqu'à Ofaipapa, sur une longueur de cent quatre vingt mètres (180 m.) environ.

3° La terre "*Teapuu*", s'étendant de la terre Mapiri jusqu'à la terre de Tura sur une largeur de cent cinquante six mètres (156 m.) environ et du sommet de la montagne à la terre de Tura, sur une longueur de cinq cent quatorze mètres (514 m.) environ.

4° La terre "*Teiriiri*", s'étendant depuis la terre Maru jusqu'à la terre Pererau, sur une largeur de trente quatre mètres (34 m.) environ et depuis le sommet jusqu'au pied de la montagne Tipua, sur une longueur de cinquante quatre mètres (54 m.) environ.

5° La terre "*Teurumoo*", s'étendant depuis la terre Tamapuea jusqu'à la terre Tino sur une largeur de cent soixante deux mètres (162 m.) environ, et depuis Tahora jusqu'à Mato sur une longueur de deux cent seize mètres (216 m.) environ.

6° La terre "*Vaiaararua*", s'étendant depuis la terre Rora jusqu'à la terre Matapari, sur une largeur de cent dix sept mètres (117 m.) environ, et depuis la terre Rora jusqu'à la terre Tura, sur une longueur de trois cent quarante mètres (340 m.) environ.

7° La terre "*Pute*", bornée du côté de la mer, par la terre Rauuru; du côté de l'intérieur, par la terre Teurumoo; du côté du district de Faaa, par la terre Irihau, et du côté d'Arue, par la terre Tairiavai.

8° La terre "*Rauuru*", sise dans ladite vallée.

9° La terre "*Motuura*", sise au même lieu, joignant d'un côté Madame Parau Vahine et des autres côtés Monsieur Liot.

II.— Et les immeubles suivants sis au district de Pare, dans la même vallée de Fautaua :

1° La terre "*Ana a Pare*", s'étendant depuis la terre Teuriiteatahi jusqu'à la terre Tetuamoa, sur une longueur de sept mille deux cents mètres (7.200 m.) environ, et depuis la rivière jusqu'à Vairoa, sur une largeur de mille neuf cent quarante quatre mètres (1.944 m.) environ.

2° La terre "*Fatauamoa*", s'étendant depuis la terre d'Oa du côté de la mer jusqu'à celle de Temapuea du côté de la montagne, sur environ deux cent cinquante deux mètres (252 m.) et depuis Tefaaeia jusqu'au sommet de la montagne sur environ cinq cent quarante mètres (540 m.).

3° Et la terre "*Araopo*", bornée du côté de la mer, par la terre Ana a Pare; du côté de l'intérieur par la terre Fatauamoa; du côté du district d'Arue, par la terre Huru; du côté de la commune de Papeete, par la terre Matatia.

Cette terre "*Araopo*", comprend dans son périmètre celle appelée "*Vabitaumata*".

Ces immeubles ont été saisis à la requête de Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, poursuites et diligences de Monsieur Henri Villierme, Directeur de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel agissant ladite Caisse Centrale en sa qualité de liquidatrice de la Caisse Agricole et en vertu d'une délibération du Comité Directeur de ladite Caisse Centrale, ayant M^e Leonce Brault pour Défenseur, demeurant rue du Commandant Destremau, par procès-verbal de M^e Assaud Pierre, Huissier des Tribunaux seant à Papeete, en date du 8 juin 1935, enregistré et transcrit après dénonciation aux saisis: 1° Monsieur Prosper Liot, représenté à Papeete par son mandataire Monsieur Lherbier, et 2° M^{me} Jane Leontine Liot, aussi représentée par ledit M. Lherbier, au Bureau des Hypothèques de Papeete le 27 juin 1935. Vol. 11, N° 13, conformément à la loi.

Mise à prix :

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix suivante fixée par la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel :

Lot unique : Dix mille francs, ci. 10.000 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 666 du code de procédure civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement.

Fait et rédigé par M^e Léonce Brault, Défenseur poursuivant à Papeete, le 27 août 1935.

Léonce BRAULT, Défenseur.

Etude de M^e LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

A VENDRE

Par licitation.

LE VENDREDI 18 OCTOBRE 1935

à 8 heures du matin.

Au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, l'immeuble ci-après désigné :

Aux requête, poursuite et diligence de :

Monsieur Albert Brothers, propriétaire demeurant à Raiatea, pour lequel domicile est élu à Papeete rue du Commandant Destremau, en l'étude de M^e Léonce Brault, Défenseur ;

Contre :

1° Madame Turere a Tehinu, V^{ve} de Monsieur Ariiaranoa a Mai, propriétaire demeurant à Paea ;

2° Mr. Terimearau a Ariimao, propriétaire demeurant à Rarotonga ;

3° Madame Tehahe a Teaiarii et son époux Mr. Teriinohoraitane demeurant ensemble à Vaitoare (Tahaa) ;

4° Mr. Taneteapua a Teaiarii, propriétaire demeurant à Tevaitoa ;

5° Madame Marthe Brothers et son époux Monsieur G. Spitz Bijoutier demeurant à Papeete, pour lesquels époux domicile est élu en ladite ville, en l'étude de M^e Hoppenstedt, Défenseur ;

En exécution d'un jugement du Tribunal Civil de Papeete, en date du 21 juin 1935, enregistré et signifié lequel a ordonné la vente par licitation de la terre "*TIREIUTA*" sise à Raiatea, indivise entre les ayant-droits de Temaraa MOTUUTUU.

Désignation des biens à vendre :

LOT UNIQUE: La terre "*TIREIUTA*" sise au district d'Opoa, île Raiatea, d'une superficie de vingt deux hectares quatre vingt six ares trente deux centiares (22 h. 86 a. 32 ca.) ;

Les limites de cette terre, ainsi qu'il résulte d'un plan dressé par le Service du Cadastre le 8 novembre 1932, sont les suivantes :

A). Au Nord, la baie de Faarepa rahi et la route de ceinture sur une distance de deux cent trente cinq mètres (235 m.) ;

B). Au Sud, les terres Matere et Manini, sur une distance de sept cent quarante et un mètres environ (741 m.) ;

C). A l'Est, les terres Tirei et Manua sur une distance de sept cent quatre vingt quinze mètres environ (795 m.) ;

D). Et à l'Ouest, les terres Taipari rahi, Mohea, Mateu, Varo et une grande rivière, sur une distance de quatre cent quarante huit mètres environ (448 m.) ;

Sur la baie de Faarepa rahi, en face de la propriété et rejoignant la route de ceinture, se trouve un grand warf en bon état.

16 SEPTEMBRE 1935

JOURNAL OFFICIEL DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

° 387

Le Cahier des Charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, conformément à la loi.

Mise à prix :

La mise à prix a été fixée par le jugement précité du 21 juin 1935 comme suit :

Lot unique. — Dix mille francs, ci. **10.000 »**

Fait et rédigé par M^e Leonce Brault, Défenseur poursuivant à Papeete, le 2 août 1935.

LEONCE BRAULT, *Défenseur.*

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière.

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete en deux lots des immeubles ci-après désignés.

L'ADJUDICATION AURA LIEU.

Le Vendredi 18 octobre 1935, à huit heures.

Premier lot :

Un immeuble d'un seul tenant, d'une contenance approximative de deux cents hectares environ, sis au district d'Iripau île Tahaa, archipel des Iles Sous-le-Vent.

Cet immeuble comprenant les terres "ORARI" FARE-AVA "APOOOFA" "MAERE" "PUUOREA" "MAMAO" "VAIMIHI" "VAITEPAHU" (réserve faite de la terre Faahue qui fera l'objet d'une adjudication ultérieure) est borné : au nord par la baie de Faahue et les terres "Amau" et "Punapae" à l'est et à l'ouest par la crête de la montagne, au sud-est par la montagne Mouatuturu et au sud-ouest par la crête de la montagne.

On trouve sur cet immeuble de nombreux orangers, maiore, manguiers, citronniers, bananiers et cocotiers dont partie dans la brousse et le reste en rapport. Sur la terre "VAIMIHI" dépendant de cet immeuble et à cinquante mètres environ du bord de la mer se trouve édifée une maison d'habitation construite avec du vieux matériel, bois et tôles ; elle mesure 9 mètres 30 de longueur sur 4 mètres de largeur avec une vérandah de même longueur et 1 m. 80 de largeur sur le devant. Une même vérandah existe à l'arrière, même longueur et même largeur.

Deuxième lot :

Un îlot connu sous le nom de "OPUVAU" sis au district d'Iripau (île Tahaa).

Cet îlot se trouve en face de l'immeuble ci-dessus désigné à environ quatre à cinq kilomètres. Il mesure environ trente mètres de long sur soixante mètres de large ; on y trouve quelques cocotiers adultes sans rapport.

Ces immeubles ont été saisis, sur le Sieur Yu Yan n° 2173 dit Ji Paléon, propriétaire, demeurant à Papeete :

D'une part par la Banque de l'Indo-Chine, société anonyme ayant son siège à Paris et une succursale à Papeete, selon exploit de M^e de Balmann, huissier auxiliaire à Uturoa, île Raiatea, le 19 avril 1933, enregistré et transcrit après dénonciation à la partie saisie au Bureau des Hypothèques de Papeete le 6 mai 1933, Vol. 10 n° 52.

D'autre part par M. Guillots, propriétaire demeurant à Raiatea ayant pour mandataire M. Villierme, selon procès-verbal du 14 février 1935, enregistré, dénoncé à la partie saisie mais non transcrit en raison de la saisie sus rapportée.

Par jugement du Tribunal Civil de Papeete du 24 mai 1935, M. Paul Guillots, sus-nommé a été subrogé dans la procédure de saisie immobilière intentée par la Banque de l'Indo-Chine.

Mises à prix :

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, conformément à la loi, les enchères seront reçues sur les mises à prix suivantes fixées par jugement du 6 septembre 1935.

PREMIER LOT. — Dix mille francs, ci. 10 000 »

DEUXIEME LOT. — Deux cents frncs, ci. 200 »

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur les immeubles saisis, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete par le défenseur poursuivant soussigné, le sept septembre 1935.

H. HOPPENSTEDT, *Défenseur.*

ANNONCES DIVERSES

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ

Premier Europeen ayant habité Tahiti en 1775.

Prix broché : 10 francs.

"OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

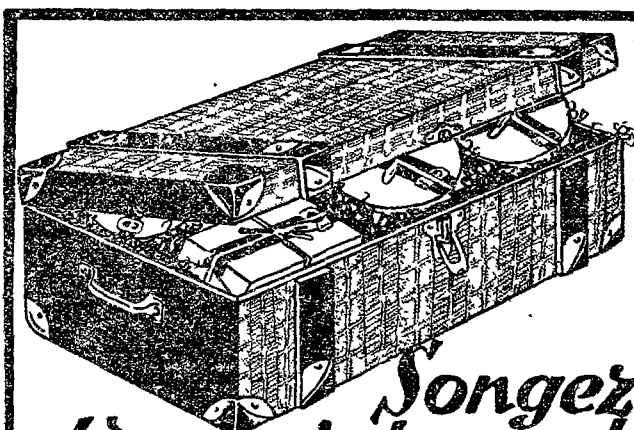
SESSIONS ORDINAIRES DE 1933 ET 1934

PRIX BROCHÉS : ANNÉE 1933 : **20 francs.**

— — ANNÉE 1934 : **25 francs.**

TAHITI ET SES ARCHIPELS

PRIX BROCHÉ : **12 francs.**



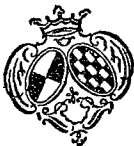
*Songez
dès maintenant
à vos Cadeaux
de Noël*

LA VALISE DIPLOMATIQUE SÉVIGNÉ

Pour vos amis, elle constitue un cadeau élégant. Pour vous même, elle contient sept cadeaux à distribuer autour de vous. Ils sont réunis en une mallette aux ferrures claires et de dessin écossais original, larg. 22 cm., longueur 36 cm., haut. 13 cm., que vous recevrez franco de port et d'emballage dans toutes nos colonies contre mandat de... **150 FR.**

*Marrons glacés
Pâtes de Fruits
d'Auvergne
Acidules Sévigné
Rafraîchissants
Chocolats fourrés
Capucines en robe
de bure
Sucre d'orge*

Demandez aussi le
catalogue général
illustré.



**LA MARQUISE
DE SÉVIGNÉ**

ROYAT - Puy-de-Dôme (France)